De la révolte à la révolution

REBELLES

JOURNAL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans les CET, les lycées, les entreprises

Organisons-nous contre le chômage

N°12 Novembre 1978 4 f

Journal de l'UCJR

De la révolte à la révolution

57 rue Ordener - Paris 18e

Rebelles

SOMMAIRE

P.3 *Rebelles,* un journal qui vit

P.5 Au fil de l'actualité

P.7 Bientôt 2 millions de chômeurs, ça suffit !

P.9 Elles témoignent...

P.10 Les lycéens et collégiens dans la rue

P.12 Mesures Beullac :
- L'école de la crise

P.14 Dossier luttes lycéennes
- Seine Saint Denis
- Rombas (Lorraine)
- Rennes, Grenoble
- Blois

P.20 International
- Camp David : Sadate capitule
- Le Cambodge face à l'agression vietnamienne
- Des bombes soviétiques contre le peuple érythréen

P.22 Histoire
- Le 11 novembre 1918

P.23 Culturel

P.24 Iran :
- Le Shah aux abois

Désormais *Rebelles* paraîtra la 1ere quinzaine de chaque mois. Le n°13 paraîtra donc à la mi-décembre. Vos lettres ou vos articles doivent nous parvenir **avant la fin du mois précédent**. Au-delà de cette date, ils ne pourraient pas être publiés.

Demande de contact avec l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

A retourner à : Rebelles
57 rue Ordener - 75018 -

Nom.....
Prénom.....
Profession.....
Adresse.....
.....
.....
.....

Abonnement

Un an ..... 30 F
Abonnement de soutien ... 50 F

A retourner à : Rebelles
57 rue Ordener - 75018 -

Nom .....
Prénom .....
Profession .....
Adresse.....
.....
.....
.....

Imprimerie IPCC - Paris
Tél : 636-73-23 - Directeur
de publication : Herment Thierry

Assurer la parution régulière de *Rebelles*,

Le n° 12 de *Rebelles* paraît avec retard par rapport aux délais que nous nous étions fixés. Pourquoi ?

Essentiellement pour des raisons d'ordre financier. En effet, nous avons aujourd'hui des dettes importantes qui ont retardé la parution de ce numéro et qui menacent gravement l'équilibre financier de *Rebelles*. Si cette situation n'était pas rapidement régularisée, la parution mensuelle de *Rebelles* serait très gravement compromise ! Et pourtant, elle est plus que jamais une nécessité.

Faire paraître *Rebelles* chaque mois, c'est nécessaire.

- Nécessaire pour faire connaître plus largement notre organisation, pour tisser davantage de liens avec la jeunesse dans les quartiers, les FJT, les lycées et les CET.
- Nécessaire pour que les militants de l'UCJR disposent d'une arme pour leur travail politique, pour populariser les luttes des travailleurs et des peuples, les luttes de la jeunesse, pour propager le point de vue des jeunes communistes.
- Nécessaire pour refléter l'activité de nos cercles, leurs expériences de travail et les confronter au point de vue des jeunes qui aspirent, comme nous, à une transformation révolutionnaire de cette société.

Pour remplir ces tâches, il nous faut bien évidemment garantir une parution régulière de notre journal, en finir avec le passé sur ce point. Pour cela, il faut des moyens.

Il nous faut tout d'abord améliorer le contenu de *Rebelles*.

Les derniers numéros ont reçu un accueil très positif qui nous encourage à aller de l'avant. De réels progrès ont été réalisés particulièrement concernant l'amélioration de la qualité politique des articles.

Nous avons ainsi progressé dans notre capacité à affirmer le point de vue des communistes, à rendre compte des luttes et des aspirations de la jeunesse et cela sans négliger pour autant ce qui doit faire la spécificité d'un journal de jeunes.

- Mais il nous est apparu — et certaines de vos lettres nous ont aidé à mieux le cerner —que les articles traitant des problèmes quotidiens des jeunes, de leur révolte, que les petites correspondances, les témoignages reflétant la situation de la jeunesse, manquent dans notre journal. De même les pages livres ou cinéma, sur les loisirs et le sport, les rubriques «connaissez vos vedettes», «guides pratiques», doivent trouver ou retrouver plus largement leur place dans *Rebelles*.
- *Rebelles* reflète de manière encore insuffisante l'activité de l'UCJR : il faut développer le compte-rendu d'expériences de lutte (comme à Paul Valéry ou Bergson dans les n° 9 et 10) mais aussi des articles qui rendent compte du travail régulier des cercles.
- Trop souvent encore, les articles ne sont pas suffisamment mis en valeur, les titres sont stéréotypés et donnent l'impression d'un journal un peu austère, qui manque de vie.

Voilà quelques premières réflexions qui doivent être discutées et précisées. Mais nous ne pourrons avancer dans la transformation de notre journal et assurer sa parution mensuelle que si, tout en renforçant notre équipe centrale de rédaction, chacun de nos camarades, chaque lecteur de *Rebelles*, s'empare du journal.

***Rebelles*, c'est l'affaire de chaque lecteur.**

- Pour refléter toujours davantage la réalité des problèmes de la jeunesse, de ses luttes, *Rebelles* a besoin de vos lettres, de vos témoignages, de vos articles, de vos critiques et suggestions. Pour cela, ses colonnes vous sont ouvertes. Dès ce numéro, par exemple, une page est réservée au courrier des lecteurs et il en sera ainsi chaque mois.

Mais faire paraître *Rebelles* chaque mois représente un effort financier important. Sur ce point également, *Rebelles* a besoin de **chaque lecteur**. Pour soutenir *Rebelles*, il faut que chaque lecteur trouve un nouveau lecteur ! Il faut engager une large campagne de diffusion et d'abonnements.

Pour soutenir *Rebelles*, **abonnez-vous et faites abonner autour de vous !** S'abonner à *Rebelles* c'est, tout en développant le réseau de ses lecteurs réguliers, lui assurer des rentrées financières indispensables pour redresser la situation actuelle. Si un tel effort n'était pas fait aujourd'hui, la parution du n° 13 serait remise en question !

Pour que les efforts importants qui ont été mis en œuvre pour s'acheminer vers une parution régulière de *Rebelles* ne l'aient pas été en vain, il nous faut engager une bataille de grande ampleur. De l'issue de cette bataille dépend la possibilité financière d'une parution mensuelle de *Rebelles*.

En développant le soutien à *Rebelles* autour de vous, par tous les moyens, (collecte, diffusion, abonnements, abonnements de soutien...), vous lui permettrez de régler ses difficultés financières, condition aujourd'hui indispensable pour assurer sa parution mensuelle et pour avancer dans l'amélioration de son contenu.

Comité de rédaction

c'est l'affaire de chaque lecteur

Chaque mois, la page «courrier» donnera la parole aux lecteurs de Rebelles. *Nous comptons sur vos lettres pour connaître votre point de vue sur le journal : les articles que vous trouvez insuffisants ou inutiles dans* Rebelles, *les suggestions pour de nouvelles rubriques, les articles que vous trouvez particulièrement intéressants... Au dela de ces critiques et suggestions tout à fait nécessaires pour améliorer* Rebelles, *nous comptons sur vous pour, comme nous le propose ce lecteur d'Aix-en-Provence, collaborer avec le journal, pour devenir correspondant* Rebelles.

Pour le n° 13 de Rebelles, *nous comptons sur vos lettres... d'ici au 1er décembre pour qu'elles puissent être publiées.*

CHERS TOUS,

Salut, j'ai 17 ans, je suis lycéen. Un jour je suis tombé sur *Rebelles* par l'intermédiaire d'un copain. Ayant acheté le N° d'avril et l'ayant lu d'assez près, j'aimerais vous donner mon avis sur certains points. J'ai été encouragé à cela après avoir discuté avec quelques membres de l'UOP. Pour ce qui est du contenu même du journal, je n'y trouve pas grand chose à redire, si ce n'est la phrase : *«En avant pour la dictature du prolétariat»*, en page 4. Ce mot «dictature» m'a extrêmement repoussé, et je me suis empressé de demander à des membres du mouvement ce qu'ils entendaient par «dictature». Après qu'ils m'aient rassuré et m'aient bien expliqué le sens qu'ils donnaient à la «dictature», il n'en reste pas moins que je pense malhabile d'avoir employé ce mot ici pour moi, comme je pense pour bien d'autres, dictature = Hitler = fascisme ou nazisme etc. Bien, voila pour la dictature. J'aimerais maintenant faire part d'un autre point : *Rebelles* me semble très incomplet pour un journal s'adressant à la jeunesse. Pourquoi n'y aurait-il pas de partie poétique, de bandes dessinées et d'informations n'ayant pas de rapport direct avec la politique ? Ex : concerts, critiques de films, de livres. Sur ce, je vous laisse.

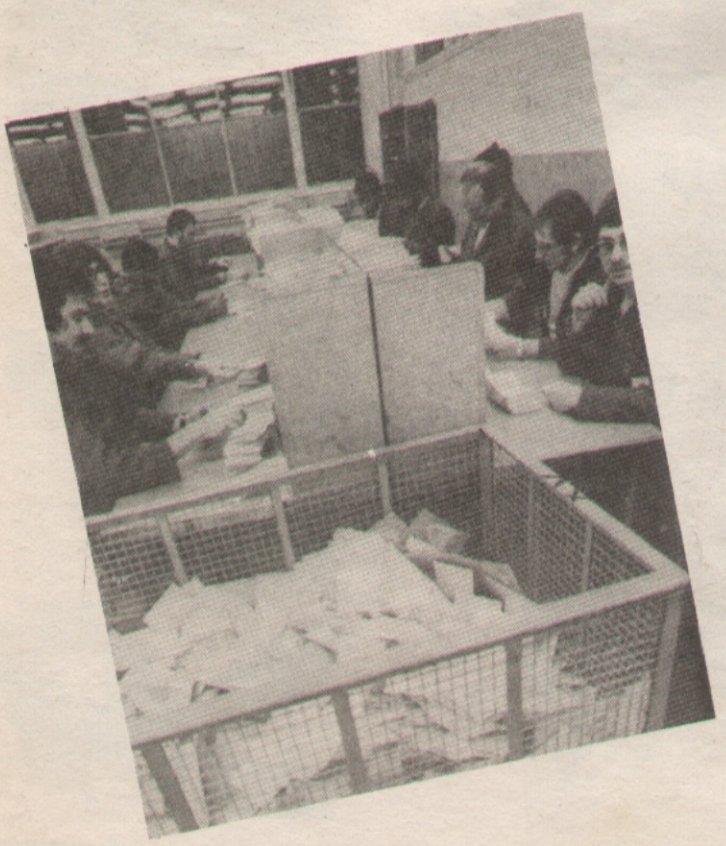
Bruno, lycéen de Lyon.

« (...) Tous les articles de *Rebelles* sont très intéressants parce qu'ils parlent de toutes les luttes qui se passent en France et à l'étranger. Les numéros sont très intéressants car ils expriment les luttes des travailleurs et de la jeunesse (...).

Je serais intéressé de collaborer avec *Rebelles* comme attaché de presse à Aix et je ferai parvenir des articles et des photos sur les luttes à Aix.

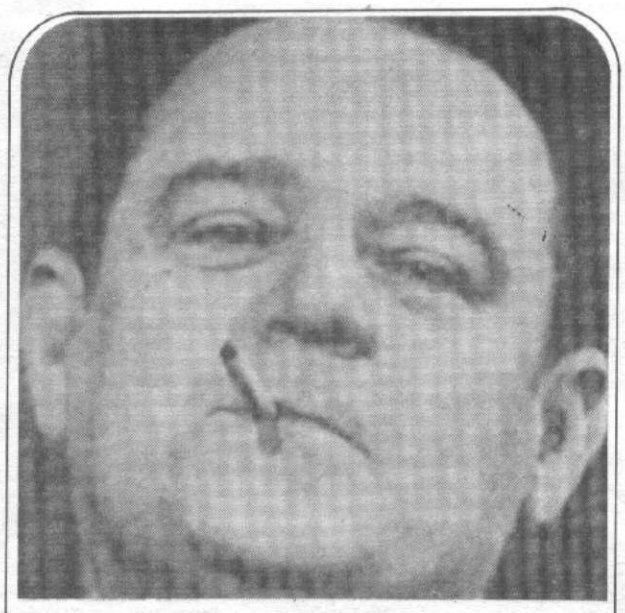
Chers camarades, veuillez recevoir mes salutations communistes.

Roger d'AIX



Jacques était vacataire aux PTT à Valence. Vacataire, c'est-à-dire sous-payé, sur-exploité et sans aucune garantie d'emploi : les intérimaires de la fonction publique en quelque sorte. Alors, quand l'administration commença à titulariser les vacataires (cela sous la pression des travailleurs des PTT et des syndicats) en leur faisant passer des examens, Jacques, tout naturellement s'inscrit à cet examen. Mais, oh scandale ! Son casier judiciaire n'était pas vierge, et l'administration, pour sauvegarder sa respectabilité, lui interdit de passer cet examen. Alors que Jacques avait pourtant travaillé en tant que vacataire. Qu'avait donc bien pu faire cet «indésirable» individu ? L'histoire de Jacques est pourtant bien simple. A dix-huit ans, rien ne va plus dans sa famille. Mésententes puis divorce des parents. Jacques s'engage alors pour trois ans dans l'armée espérant y trouver un cadre amical. Au bout d'un an et demi de cette «grande famille», n'en pouvant plus, il déserte. Alors recherché, retrouvé, il est traduit devant la «justice». Voilà, il suffit de si peu de choses pour remplir un casier judiciaire. Et pourtant, de l'avis même de ses collègues de travail, Jacques n'était pas un mauvais garçon. Il voulait vraiment sortir de cette situation, trouver un emploi stable. Mais voilà, l'administration, l'État en général, on le sait bien, fait de gros efforts en matière de réinsertion des jeunes délinquants. Son mot d'ordre n'est-il pas : *«A problème social, répression étatique»* ?

PDF Creator Trial



Alors que les maîtres de forge décident de 36 000 licenciements dans la sidérurgie, alors que les travailleurs de la réparation navale sont menacés par les plans de liquidation, tout comme ceux de Boussac, après une première vague de 1 800 licenciements, alors que des centaines de boîtes licencient, Barre veut s'en prendre aux 90 % d'indemnité des chômeurs !

Mais il ne s'agit pas que d'un seul de ses mauvais coups : hausse de 20 % des loyers HLM, augmentation des taxes télé, essence, tabac, accompagnent ses conseils aux patrons : «*Surtout n'augmentez pas les salaires !*»

Il s'en prend aux travailleurs immigrés et ses mesures «d'incitation au départ» rappellent «l'arrêt de toute nouvelle immigration» du PCF.

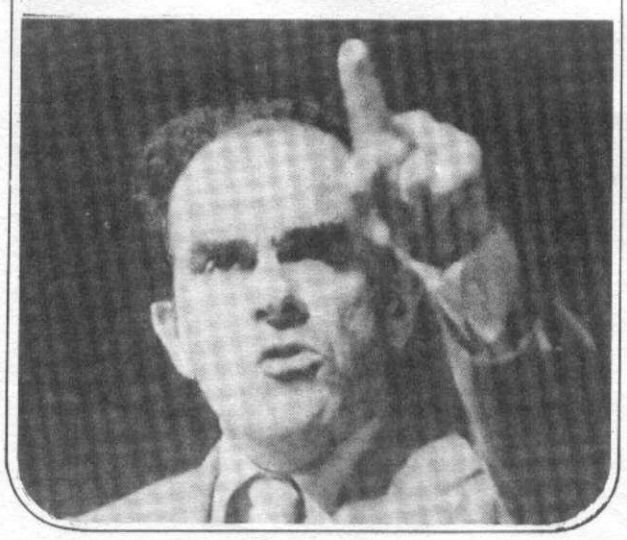
Face à ces attaques, la gauche organise une riposte à la hauteur : elle dépose une motion de censure qui rejoindra dans les poubelles les 25 précédentes !

PCF : CONTRE LA CONTESTATION LA THESE DU COMPLOT

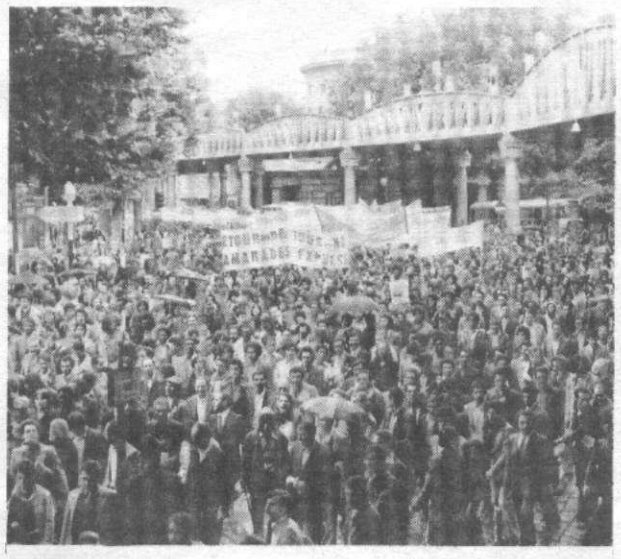
A gauche, l'Union n'est pas ressuscitée et la division va bon train dans chacun des partis.

Au PS, c'est à coup d'intrigues et de petites phrases bien senties que se mènent les manœuvres pour le candidat socialiste aux élections présidentielles ; Rocard et Mitterrand sont en lice, porteurs de différents choix qui s'offrent au PS après la cassure de la gauche.

Le PCF, lui, n'est pas parvenu à recoller les morceaux contre le «complot» qui le «menace». Ellenstein s'en donne à cœur joie ! Interview dans *Le Nouvel Observateur*, participation au *Matin* ; à cela s'ajoutent les démissions publiques et les conflits entre la direction du PCF et les journalistes de *France Nouvelle* ou *La Nouvelle Critique*. La «libéralisation» de ces revues n'aura pas fait long feu ! Mais le plus important se passe à la base, avec ces militants qui continuent à critiquer la direction de leur parti, qui désertent les réunions, ou qui s'adressent aux révolutionnaires pour approfondir leurs critiques.



Depuis la rentrée les luttes se sont développées



• Lutte des travailleurs immigrés, résidents des foyers Sonacotra. Ils sont 45 000 à faire grève des loyers, pour leurs revendications : ils se battent contre la répression et les expulsions, ils sont présents à chaque fois, Français et Immigrés, contre les procès de la Sonacotra, ils s'opposent à la répression brutale et aux menaces racistes.

• Les travailleurs des chantiers navals étaient 12 000 lors de la venue de Barre, les manifestations des sidérurgistes regroupaient 25 000 travailleurs contre les licenciements.

• Mouvements nationaux dans les PTT, la SNCF, chez les marins et dockers.

Au centre de tri de Pontoise Créteil, les postiers ont remporté une première victoire, mais l'attitude des directions syndicales, comme dans les autres branches, a été de morceler et d'affaiblir le mouvement. En retour, les interrogations et la colère, sur le rôle des directions syndicales s'approfondissent.

• A Trélazé, à Guidel, aux abattoirs de Rennes, à Yoma, à Bonin, à Soloci, à Neuves Maisons, à Quick service, à Richemont, à la Lainière de Roubaix, etc., les luttes s'engagent et remportent des premiers succès.

• A Lille, à Bezons, ont eu lieu d'importantes manifestations, des journées ville morte, contre le chômage.

• Au Puy, les travailleurs sont à l'offensive contre le chômage. Rompant avec l'attentisme et la division des confédérations, les sections CFDT, CGT et FO regroupent chômeurs et actifs, tanneurs, postiers, hospitaliers et travailleurs de la métallurgie et du textile, adressent une pétition aux confédérations pour réclamer de l'action, ils organisent une journée pour l'emploi et tracent des perspectives pour la lutte contre le chômage.

• A Azur (Vincennes) les ouvrières occupent l'usine contre la fermeture de la boîte. Depuis plus d'un mois, elles ont repris la production, elles vendent, elles se paient, elles sont à l'offensive, fortes du soutien croissant des travailleurs et de l'unité des femmes ouvrières françaises et immigrées.

• Face à cela les directions syndicales manœuvrent en recul :

— La direction CGT dans le cadre de la préparation du 40e Congrès, ne peut éviter, sous la pression des syndiqués, de laisser s'exprimer les critiques sur l'alignement de la CGT sur le PCF, sur l'attentisme, sur les positions sur les pays de l'Est ; cependant, elle s'emploie à ce que rien ne change sur le fond.

— La direction CFDT se sent contrainte d'en revenir à la nécessaire «pression syndicale», de mettre en sourdine «le recentrage» qui veut négocier à tous prix.

• Aux luttes, il faut ajouter la mobilisation des paysans contre le Crédit Agricole, en soutien à Jean Cadiot. La victoire des Pellerin réinstallés dans leur ferme, et la manifestation contre l'installation de la centrale nucléaire de Plogoff (15 000 manifestants) et bien sûr le mouvement des enseignants et des lycéens (voir dossier).

AU FIL DE L'ACTUALITE... AU FIL DE L'ACTUALITE... AU FIL DE L'ACTUALITE... AU FIL

• **Nicaragua.** Après l'insurrection populaire déclenchée par le Front Sandiniste, Somoza a fait détruire les villes insurgées, provoquant des milliers de morts. Cependant, la colère du peuple s'est développée et le Front Sandiniste a pu préserver l'essentiel de ses forces. Il entend poursuivre la lutte contre la dictature, processus dont cette insurrection n'était qu'une étape.

• **Traité d'amitié sino-japonais.** La Chine et le Japon ont conclu un accord de coopération qui normalise les relations entre les deux pays. De plus, ce traité contient une clause «anti-hégémonique» qui a fait bondir l'URSS. Ce traité constitue une contribution importante à la cause de la paix.

• **Vietnam.** Le Vietnam et l'URSS ont conclu un traité d'amitié et de coopération sur le type de ceux conclus avec les pays de l'Est. Ce traité souligne une dépendance accrue du Vietnam par rapport au social-impérialisme.

• **Érythrée.** Le Comité central du F.P.L.E. (Front Populaire de Libération de l'Erythrée) a lancé un appel aux forces progressistes, dans lequel il décrit l'agression barbare à laquelle le peuple érythréen doit faire face et met en cause l'intervention soviéto-cubaine.

Il lance un appel à l'opinion publique internationale pour soutenir la lutte de libération du peuple erythréen et faire cesser cette intervention.

• **Namibie.** L'Afrique du Sud de Vorster prétend, contre l'avis même de l'ONU, organiser les élections en Namibie. Par ailleurs, la SWAPO, organisation de libération de Namibie, a rejoint le mouvement des non-alignés.

• **URSS.** Des ouvriers ont constitué un nouveau syndicat libre ; ils ont aussitôt été internés. La réalité de l'opposition ouvrière est donc pleinement prouvée, ainsi que l'inquiétude des nouveaux tsars.

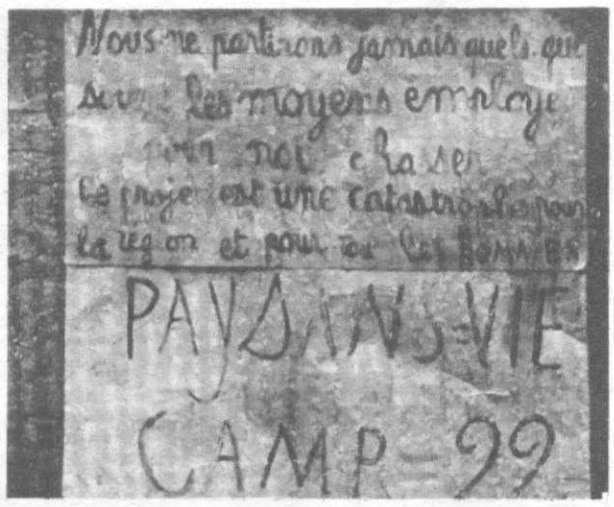
• **Zimbabwe.** Les racistes ont déclenché un raid contre un camp de réfugiés au Mozambique puis deux, en l'espace de 15 jours, contre les camps de réfugiés installés en Zambie, faisant plusieurs centaines de blessés ou tués. D'autre part, l'impérialisme multiplie les efforts pour diviser le Front patriotique (ZAPU-ZANU). Par ailleurs, la lutte armée connaît un développement important. Les forces de la ZANU se sont attaquées dans la dernière période à la troisième ville du pays.

Faute de place, on a aligné des lits jusque dans les couloirs de l'asile.

• **Le K.O.R.** (Comité d'auto-défense sociale, Pologne) et la **Charte 77** (Tchécoslovaquie), les deux mouvements d'opposition les plus développés d'Europe de l'Est, se sont rencontrés, décidant la mise en œuvre d'initiatives communes.

• **Tunisie.** Le procès contre les 30 militants syndicalistes de l'UGTT dont Habib Achour, à la suite des émeutes de janvier dernier, a constitué une parodie de justice. La peine de mort était finalement repoussée, sous la pression du peuple tunisien. Les peines ont été ramenées à plusieurs années de travaux forcés.

• **Déclaration de Teng Siao-ping à la presse thaïlandaise.** Il aborde notamment la question des relation du Parti Communiste chinois et du Parti Communiste thaïlandais à l'égard duquel il réaffirme le soutien du PCC, et précise que ce soutien ne peut être mis en cause par les relations d'Etat à Etat. Rappelons que le PC vietnamien s'est engagé, lui, à stopper son aide à la lutte du peuple thaï.



• **Larzac** — Depuis sept ans, les paysans du Larzac se battent pour empêcher l'extension du camp militaire. Aujourd'hui, le gouvernement engage l'épreuve de force. Signant les arrêts de cessibilité sur deux communes, le préfet met fin à la procédure administrative. Du jour au lendemain, une quarantaine de familles de paysans peut être expropriée, puis expulsée. La riposte s'est organisée par la grève de la faim de quelques paysans, et les initiatives des comités Larzac lors d'une journée nationale de soutien.

• **Jeune Algérien torturé** — Attaqué par un chien, frappé, torturé par trois racistes, c'est ce qui est arrivé à Ali Abou dans un bar de Toulouse.
Après la mobilisation anti-raciste, les trois tortionnaires ont été arrêtés.

• **Centrale Pellerin** — Depuis deux ans, une forte mobilisation se maintient contre l'implantation de la centrale du Pellerin, près de Nantes. Rassemblement de 15 000 personnes, 300 000 personnes ont signé la pétition ; la mobilisation continue. Le Conseil d'État a rendu un avis favorable. En riposte, les conseils municipaux des deux communes concernées démissionnent. Une marche de protestation est organisée.

• **Sécurité** — Renforts de police pour les brigades de surveillance, construction de nouveaux commissariats, expériences «pilotes» (brigades anti-criminelles de nuit, surveillance des cités par les îlotiers), voilà les mesures du préfet du Val-de-Marne que le PCF «*enregistre avec intérêt*» et «*appelle à poursuivre l'action pour que ces mesures soient effectivement mises en œuvre.*»

• **Légitime défense** — Un garagiste tue son fils, le prenant pour un cambrioleur, un flic tire sur un jeune sans raison, la «légitime défense» devient plutôt «légitime attaque». L'association réactionnaire «Légitime défense», dirigée par Romerio, ancien conseiller de la Cour de Sûreté de l'Etat, constitue un moyen privilégié pour entretenir l'insécurité et justifier les mesures de répression.

Le nombre des chômeurs s'est encore accru ces derniers mois : + 5,7 % en août, + 11,1 %, pour ce qui concerne les chômeurs inscrits, en septembre par rapport aux mois précédents. C'est aussi 128 000 nouveaux demandeurs d'emploi qui se sont inscrits au mois de septembre. Parmi eux, de nombreux jeunes en quête d'un premier emploi après leur scolarité. On en arrive (pour le mois d'octobre) au chiffre de 1.284 600 chômeurs inscrits, chiffre auquel il faudrait ajouter les demandeurs d' emploi non inscrits à l'ANPE (jeunes inscrits sur la Sécurité sociale de leurs parents, femme sur celle de leur mari...), les chômeurs de plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi saisonnier, à temps partiel, etc., qui sont exclus des statistiques du ministère du Travail. Malgré ses divers trafics sur les chiffres, le gouvernement n'arrive plus à cacher la montée du chômage, Boulin déclare même qu'il continuera à augmenter *«jusqu'à la fin de l'année, et au delà peut-être».*

La réponse de la bourgeoisie à cette situation est de lancer une attaque de grande ampleur contre les chômeurs, menaçant de supprimer certaines allocations face au déficit des Assedic, préparant de nouvelles mesures contre les chômeurs avec le rapport Farge.

LE CHOMAGE FRAPPE LA JEUNESSE

D'une année à l'autre, la proportion des jeunes parmi les demandeurs d'emploi s'accroît sensiblement, ainsi que la proportion des moins de 25 ans en quête d'un premier emploi. Les moins de 25 ans représentent 41 % des chômeurs, dont 64 % de jeunes femmes. Si l'on ajoute les jeunes à la recherche d'un emploi, mais n'étant pas inscrits à l'ANPE, on peut déduire que les moins de 25 ans représentent à eux seuls plus de la moitié des demandeurs d'emploi . A cela, le gouvernement répond par des mesures bidons, comme les stages en entreprise, lancés à grand renfort de publicité quelques mois avant les élections. Ces stages d'une durée moyenne de 8 à 9 mois permettent de «dégonfler» les chiffres, alors que par ailleurs les patrons trouvent tout intérêt à embaucher des jeunes (non paiement des charges sociales, frais de formation déduits des impôts patronaux...) sous-payés et licenciables à souhait.

LE CHÔMAGE FRAPPE LA CLASSE OUVRIERE

Parmi les catégories sociales, c'est la classe ouvrière qui est la plus touchée par le chômage. Près de 48 % des chômeurs sont des ouvriers. La restructuration de secteurs entiers de l'économie, que la bourgeoisie est contrainte de réaliser face à la concurrence des autres pays impérialistes, provoque des milliers de licenciements (sidérurgie, textile, livre...). Les patrons des usines «rentables» font eux aussi le chantage à la faillite et en profitent pour diminuer leurs effectifs (incitations à la pré-retraire, non remplacement des départs, non reprise des jeunes après leur service militaire, licenciements partiels...) en faisant le chantage à la faillite. Ces manœuvres qu'ils veulent imposer aux travailleurs, visent en fait à utiliser la crise pour augmenter les profits. Notons la part de plus en plus importante que prennent les employés parmi les chômeurs. Ils représentent près de 43 % des demandeurs d'emploi. Cela s'explique par la mécanisation de certains secteurs (banques, PTT...), et encore la volonté de vouloir en rentabiliser d'autres au maximum (hopitaux). Les patrons se servent des contrats à durée limitée, du système des auxiliaires (postes, hopitaux) pour camoufler les licenciements.

LE CHÔMAGE TOUCHE LARGEMENT LES FEMMES ET LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Les femmes représentent plus de la moitié des chômeurs. Parmi elles, on dénombre 30 % d'ouvrières, et une forte proportion d'employées (55 %), se retrouvant souvent sans emploi après une formation inadaptée dans un secteur saturé (58 % des femmes ayant eu une formation dans le secteur tertiaire se retrouvent sans emploi).

La bourgeoisie essaie de relativiser les choses, en ressortant les vieilles idées selon lesquelles «les femmes n'ont pas besoin de travailler», «leur salaire n'est qu'un salaire d'appoint à celui du mari», incitant les femmes à «rester à la maison pour tenir leur foyer, veiller à l'éducation des enfants», etc.

Les travailleurs immigrés occupent une place grandissante parmi les chômeurs en représentant plus de 10 % (hors C.E.E.) ; le taux de chômage des immigrés (nombre de chômeurs par rapport au nombre de travailleurs actifs) est d'ailleurs supérieur à la moyenne. De plus on peut supposer que bon nombre d'entre eux, sans travail, préfèrent rentrer au pays, ou craignent de se déclarer, de peur de l'expulsion. Les patrons se servent largement des contrats à durée limitée pour «remercier» les travailleurs en fin de contrat, aidé en cela par la monstrueuse propagande raciste des médias qui, présentent les travailleurs immigrés comme responsables du chômage.

Face à l'aggravation du chômage dans tous les secteurs, les caisses de l'U.N.E.D.I.C. (institution paritaire gérant le chômage) se retrouvent vides. Gouvernement et patronat refusent d'augmenter leurs cotisations, et c'est 700 000 travailleurs au chômage qui risquent d'être privés de leurs droits si les Assedic ne pouvaient plus payer fin décembre ou début janvier, comme il en est question. La bourgeoisie saisit cette occasion pour faire rebondir la campagne contre les droits des chômeurs : C.N.P.F. et gouvernement attaquent les 90 %, dénoncent les «faux chômeurs» (Boulin : *«1 156 000 demandeurs d'emploi, ce n'est pas 1 156 000 chômeurs»*), et refusant de combler le déficit, posent le dilemme : ou on diminue ou on supprime certaines indemnités, ou les travailleurs actifs payent la note.

Révélé par une fuite, le rapport Farge nous montre où veut en venir la bourgeoisie pour mieux «aménager» le chômage avec ses intérêts.

Le rapport Farge porte sur la réforme de l'A.N.P.E.. Il vise :
— à satisfaire les patrons en leur fournissant la main-d'œuvre dont ils ont besoin
— à faire disparaître des statistiques et des caisses d'indemnisation le maximum de chômeurs.

Il est tout d'abord question de diviser les chômeurs en 2 catégories : les annonces de ceux dont la qualification est recherchée seraient centralisées au niveau départemental, alors que les demandes d'emploi non spécialisés (souvent les plus abondantes) resteraient au niveau local.

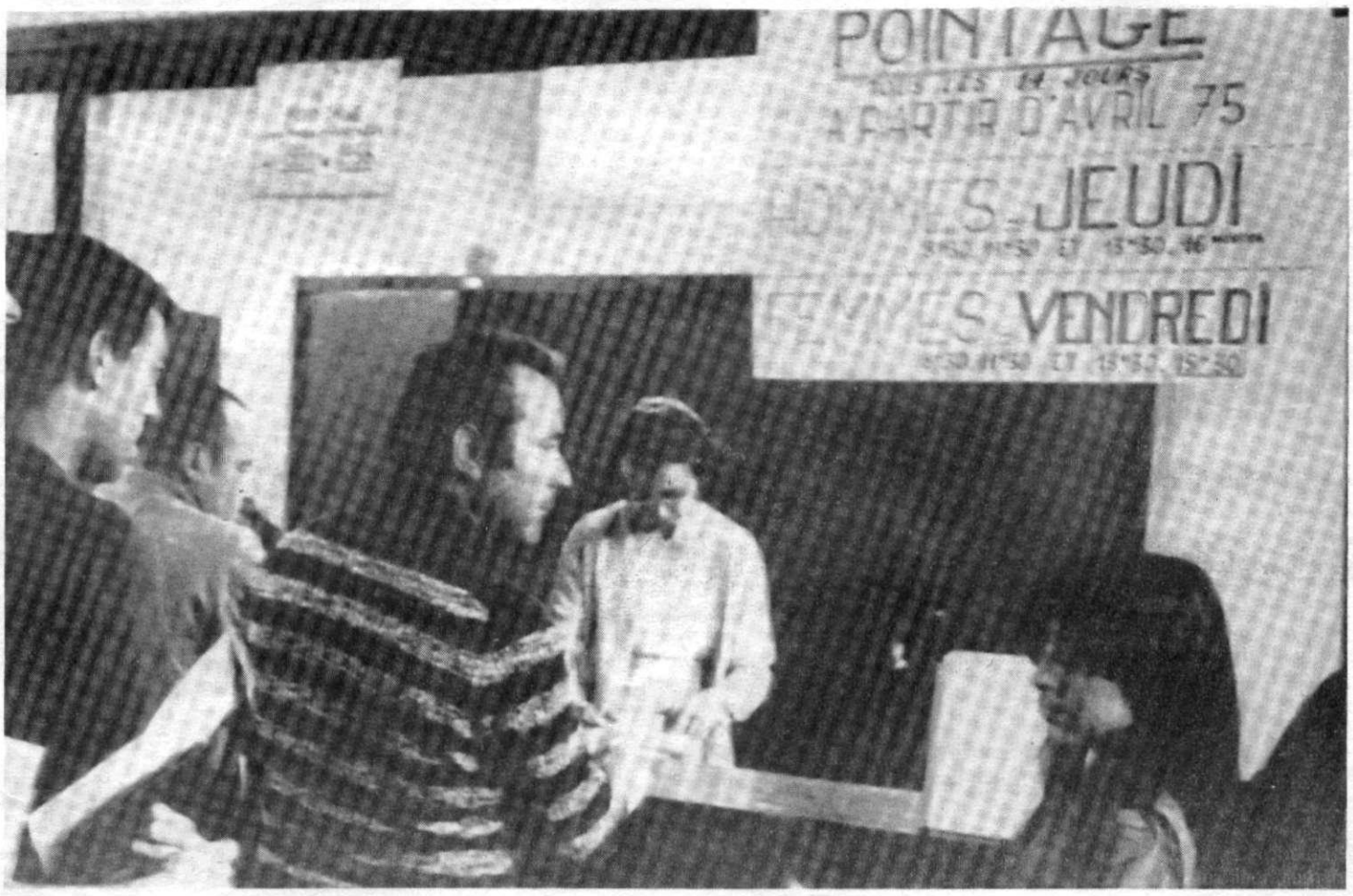
Au niveau régional, serait créé un Comité de gestion, dirigé par le préfet de région, et composé de patrons (professionnels du «terrain»), qui pourraient alors exiger des demandeurs d'emploi l'acceptation d'un travail, même très éloigné de leur domicile, alors que le refus d'une offre entraînerait la radiation. L'avantage pour les patrons est de disposer de la main-d'œuvre dont ils ont besoin là où ils en ont besoin. La deuxième catégorie de chômeurs serait composée des autres travailleurs, moins qualifiés, ou ayant une qualification dans un secteur saturé.

Pour ces chômeurs, L'A.N.P.E. n'aurait plus comme rôle que de distribuer les emplois, les aides publiques étant distribuées par ailleurs. Un contrôle très serré sur les chômeurs («missions d'enquêtes sur la vie privée») serait de plus mis en place, alors que le pointage serait supprimé, remplacé par un «contrôle de la réalité de la recherche de l'emploi».

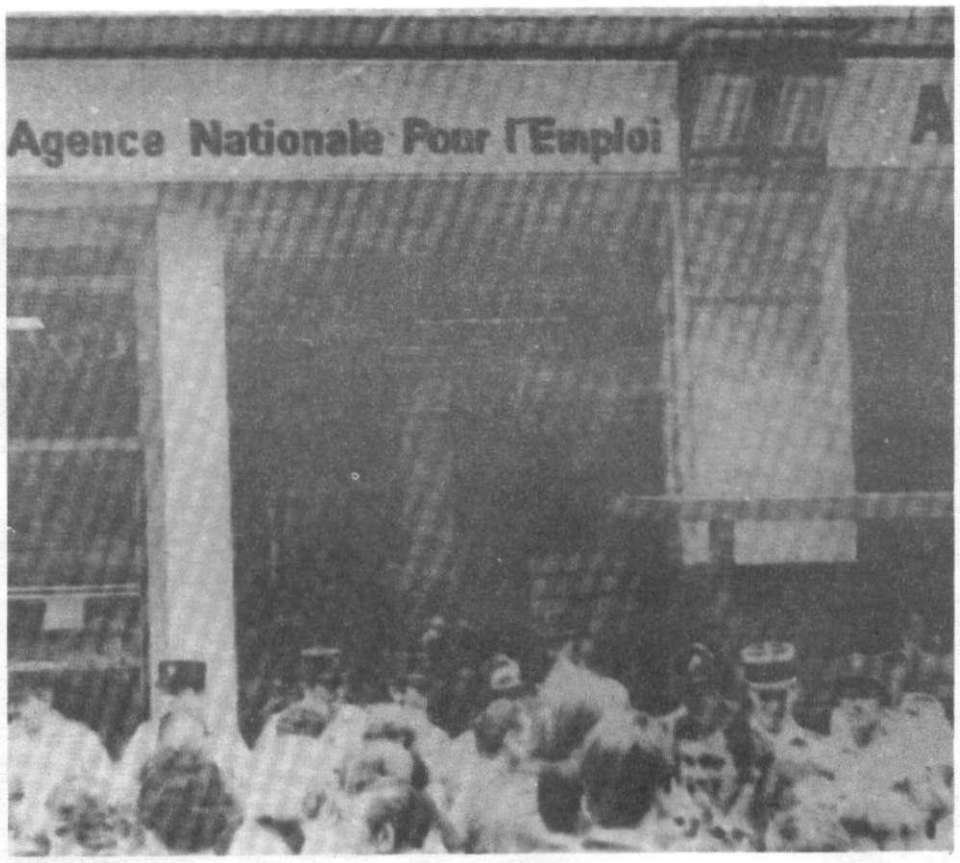
Avec le déficit des Assedic : possible non-paiement des droits des chômeurs d'ici la fin de l'année.

Avec le rapport Farge : «épuration» (c'est-à-dire perte de leurs droits pour certains) et flicage des chômeurs : voilà la réponse de Barre et de la bourgeoisie à la situation catastrophique que connaissent les chômeurs aujourd'hui.

Les chômeurs ne sont millionnaires que par le nombre



Les travailleurs à l'offensive contre le chômage



Face à la montée du chômage qui a repris de plus belle une fois les élections passées, et notamment depuis la rentrée, les travailleurs engagent de nouvelles luttes contre les licenciements, s'organisent en tant que chômeurs. Voyons de quelle manière dans la période récente, les travailleurs répondent à la politique de Barre, au travers de quelques luttes exemplaires.

«S'UNIR CONTRE LE CHÔMAGE»

Après une semaine d'information, l'UIB (Union interprofessionnelle de base) de la CFDT d'Albert appelait jeudi 19 octobre à une réunion-débat sur le thème du chômage. Dans la préparation de cette réunion, les jeunes avaient pris une part active, multipliant les contacts autour d'eux avec les autres chômeurs : ainsi ils se montrèrent très actifs en s'associant au travail de l'UIB dans la distribution des tracts et la conception même de la réunion, faisant part de leur expérience du chômage et aidant à concevoir les revendications mobilisatrices. Cette réunion n'a réuni que peu de monde. Alors qu'en penser ? Les chômeurs n'ont-ils aucun problème sérieux ? Sûrement pas. La préparation de cette réunion l'a montrée. Il est apparu au contraire à tous que c'est l'isolement des chômeurs qu'il faut rompre, et que pour cela, il faut faire appel beaucoup plus largement aux syndicats et aux organisations qui désirent réellement se battre contre le chômage. Ce qu'il nous faut c'est un comité le plus large possible, qui soit capable de défendre réellement les intérêts des chômeurs : droit à l'emploi pour tous, des indemnités décentes, transports gratuits pour chercher un emploi, halte aux expulsions, non aux saisies-arrêt sur les indemnités de chômage, sursis pour les impôts nationaux, réduction et sursis pour les impôts locaux etc. Tous les participants à la réunion ont décidé de maintenir et d'élargir les liens entre eux et d'y associer le plus de monde possible. Une initiative intéressante est prévue en liaison avec la Maison pour Tous et d'autres associations lors de la Saint Simon, fête patronale d'Albert, avec notamment la tenue d'un stand d'informations et de propositions. Aujourd'hui, l'heure est bien de construire un front le plus large possible contre le chômage, et la jeunesse doit y tenir une place importante, étant particulièrement touchée et se montrant la plus active.

Correspondance

Durant le mois d'octobre, les travailleurs de Thionville ont mené de spectaculaires manifestations contre le chômage. A leur tête, les travailleurs de Solosi et de Megural, en lutte pour l'emploi.

Le mercredi 11 octobre, à l'occasion d'un rassemblement à l'initiative de la CFDT, ils se rendaient à l'entrée de Thionville, tout près d'Usinor, afin de transformer un monument de féraille, qui naguère devait représenter la prospérité, le plein emploi de l'industrie sidérurgique. Les ouvriers devaient y apposer des plaques indiquant : «*Travailleurs oui, chômeurs non !*», «*Thionville, métropole du chômage !*», «*Nous voulons vivre et travailler au pays !*». Ils occupaient la place durant toute la matinée, expliquant leur lutte auprès de la population. Un délégué CFDT, responsable de la métallurgie, expliquait : «*Nous voulons faire des manifestations qui laissent des traces, nous voulons aussi montrer qu'il y a un problème global de l'emploi et que la crise du système capitaliste est utilisée à la fois pour faire passer les licenciements et pour faire pression sur les autres revendications. Aussi nous voulons montrer que c'est seulement par la lutte que nous pouvons obtenir des résultats*».

Le samedi suivant, les 101 travailleurs de Solosi, les 39 travailleurs de Megural, avec à leur côté plus d'une centaine de travailleurs sidérurgistes, métallos dont de nombreux travailleurs immigrés venus des foyers en grève de la région (Sonacotra, AFMO, AMLI) rebaptisaient la place «Marie-Louise» : «Place de la bataille pour l'emploi». Ils diffusaient largement parmi la population un tract expliquant que «*seule la lutte d'ensemble permettra de conserver les emplois*».

A LILLE, LES TRAVAILLEURS MANIFESTENT CONTRE LE CHÔMAGE

Répondant aux 500 licenciements des verreries Boussois, à la menace de plus de 40 000 suppressions d'emploi dues à la fermeture des mines (d'ici 6 ans), les travailleurs de la région du Nord ont manifesté massivement le 7 octobre dans les rues de Lille, à l'appel des syndicats.

5 à 6 000 manifestants défilaient aussi derrière une banderole mentionnant : «*Arrêtons le massacre !*», les travailleurs de BSN, du Valenciennois d'Usinor, de Denain, d'Armentières, du Dovaisis, des filatures, de l'imprimerie... se succédaient dans un cortège très combatif, où les slogans : «*Non aux licenciements !*», «*Nous voulons vivre et travailler au pays !*» «*Chômage ras-le-bol !*», «*Nous voulons, nous aurons satisfaction !*», «*Halte aux atteintes aux libertés dans l'entreprise !*». Cette journée d'action particulièrement combative, où les travailleurs démontraient que seule une lutte de grande ampleur pourrait faire reculer patronat et gouvernement fut une grande réussite, malgré l'encadrement serré de la direction de la CGT (pro PCF), qui, mise à part de molles déclarations, laissait les travailleurs sans perspective précise de lutte pour demain.

Gageons qu'après cette démonstration de force dans la lutte contre le chômage, les travailleurs n'en resteront pas là et que les directions syndicales auront bien du mal à canaliser le mécontentement.

A ces manifestations contre le chômage, il faudrait en ajouter bien d'autres, tout aussi combatives, comme le «comité d'accueil» qu'avaient préparé 12 000 travailleurs à R. Barre se rendant à Toulon au rassemblement de l'UDF, et ne pouvant y accéder — devant l'ampleur de la manifestation — qu'en hélicoptère...

Dans la réparation navale, le textile, les centres de tri des postes... Les travailleurs ont mené et mènent des grèves contre les licenciements. De plus en plus, dans les grandes entreprises comme dans les plus petites, les travailleurs exigent le plein emploi. Là ils font redémarrer l'entreprise à leur profit (Azur) ; là, ils exigent et obtiennent l'embauche définitive des intérimaires (Comsip à Dunkerque). Si un grand mouvement de grève et de lutte contre le chômage et la politique de crise n'existe pas encore aujourd'hui, les multiples actions qui se développent dans le pays, les puissantes manifestations comme les victoires acquises ça et là contre les licenciements montrent que la lutte est possible, peuvent ouvrir les voies à une riposte de grande ampleur demain.

LES CHÔMEURS AUSSI A L'ACTION

Durant le mois d'octobre, se sont constitué, dans plusieurs villes de France, des comités ou collectifs de chômeurs, à l'initiative des syndicats et regroupant des travailleurs actifs et chômeurs, comme le «collectif d'informations et d'actions pour l'emploi» à Marseille, ou le comité de chômeurs du Puy. Voyons plus précisément dans quelles conditions et quelques actions qu'a déjà développé le comité de chômeurs du Puy.

Le 4 octobre, environ 150 travailleurs du Puy, pour la plupart licenciés des Tanneries, d'Elastelle... constituaient en assemblée générale un comité de chômeurs.

De cette réunion, appelée par les sections syndicales des entreprises les plus touchées par les licenciements, allait sortir un programme d'action destiné à rassembler, dans l'unité, les travailleurs actifs et chômeurs. Des actions aux portes des ANPE, des interventions aux portes des entreprises touchées par les licenciements préparaient une deuxième assemblée générale du comité, destinée à le mieux structurer et renforcer dans le sens d'une lutte d'ampleur.

Ainsi, le 17 octobre, des travailleurs (actifs et chômeurs) des Tanneries, d'Elastelle, des PTT, de la Santé, de TFR, de Plantin, Chadençon, Hacuitex... se retrouvaient afin de dresser les axes de lutte concrèts du comité.

Une plate forme revendicative fut constituée réclamant notamment : une salle et des permanences pour les chômeurs, les 90 % pour tout le temps de la recherche d'un emploi, au moins équivalent au précédent ; le refus du démentellement de l'ANPE, suppression des contrats temporaires et embauche définitive, etc.

Une délégation massive devait se rendre à la mairie, afin d'exiger une salle pour les chômeurs et de demander la suppression des impôts locaux pour tous les chômeurs. Le maire (Fourneyron, majorité), assiégé, fut pour une fois obligé d'écouter les chômeurs, et dut concéder un rendez-vous pour le problème des locaux et celui des impôts.

Premier acquis encourageant pour le comité, où les travailleurs refusent maintenant de tomber dans le travers des querelles syndicales et s'unissent dans la lutte entre chômeurs et actifs, montrant par là la loie de l'offensive.

témoignages

Les prisons pour enfants

Il y a quelques semaines, nous avons rencontré MB, mère célibataire. Elle vit actuellement dans un FJT, voici ce qu'elle nous a raconté : *«Mes parents étant alcooliques, j'ai été placée dans un pensionnat à l'âge de 11 ans. Ensuite, j'ai toujours été suivie par une assistante sociale et un juge d'enfants. Bien que je sois majeure actuellement, j'ai toujours affaire à eux. Je n'ai pas le droit d'avoir ma fille, je ne la vois que le week-end, parce que j'ai été «délinquante».*
Pourquoi avons-nous pensé que cet article pouvait avoir sa place dans *Rebelles* ?
C'est parce que c'est un témoignage de révolte de la part d'une jeune qui voit clair dans la situation dans laquelle elle se trouve. Particulièrement combative, elle a tout de suite accepté de témoigner dans *Rebelles*, pour dénoncer la société pourrie qui enfonce les jeunes, les catalogue dès leur plus jeune âge et ne leur laisse aucune chance de s'en sortir. Quand nous l'avons revu, voici la lettre qu'elle nous a remise.

Tout le monde connaît Denfert-Rochereau sous le nom d'assistance publique.

Je vais raconter ce que j'ai pu voir dans cette prison d'enfants.

Ayant des problèmes avec ma fille, j'ai dû aller voir une assistante sociale pour lui expliquer que je voulais rentrer dans un foyer de filles-mères. Elle m'a répondu que je devais placer ma fille à Denfert. Je suis allée à Denfert où on m'a demandé de la part de qui je venais et où on m'a fait attendre dans une salle avec ma fille. Une fois rentrée dans le bureau, une bonne sœur me demande, d'un ton sec, si c'est pour un accueil ou pour un abandon ; je lui dis que c'est pour l'accueil. J'avais déjà le cœur gros de me séparer de ma fille...

Elle me demande mon nom, celui de ma fille et celui du père. Je lui réponds qu'elle n'a pas de père. La sœur me dit que ça n'était pas possible (!!!). Alors, je lui dis que son père a pris la cavale, enfin qu'il s'est barré et que, de toutes façons, ça n'est pas nécessaire. Bref, elle me demande d'arrêter de pleurer, ce qui était très dur, car avec ce ton...

J'avais presque envie de prendre ma fille et de partir, mais la faire dormir dehors et ne pas manger, ce n'était pas l'idéal pour un bébé de neuf mois.

Alors, la bonne sœur me prend ma fille des bras et lui met une médaille avec un numéro. Puis nous sommes allés dans la salle où dorment, mangent et jouent les enfants. Là, elle l'a déshabillée et m'a donné ses affaires en me disant de repasser à 14 heures pour les visites.

Vous ne pouvez pas savoir comme cela fait mal de reprendre les affaires, on dirait que c'est la dernière fois que l'on voit son enfant.

Je suis retournée voir l'assistante pour moi et elle m'a mise dans un foyer.

Tous les jours, j'allais voir ma fille ; on dirait que tu visites un prisonnier, assis sur une chaise, la gosse dans les bras, et voilà de 14 heures à 17 heures. Ils s'occupent des gosses à la chaîne, car il n'y a qu'une personne pour 10 gosses pour les laver, les faire manger, les préparer pour la visite du docteur et on arrive à 12 heures. Le repas est donné au lit à 13 heures. A 14 heures, les visites... A 16 heures, le goûter ; à 17 heures, on vous prend la gosse.

Je vous assure que c'est une prison de gosses. Moi, j'avais été tellement révoltée que j'ai gueulé partout pour reprendre ma fille le week-end. Avant de dire oui, ils ont regardé si je travaillais, si j'avais de quoi la faire dormir. Maintenant, ma fille est en nourrice par l'intermédiaire du centre nourricier d'Antony. L'assistante sociale vient voir ma fille chez la nourrice, compte les fois où je la prends, et note si elle est contente quand je m'en vais. A Denfert, on me demande les photocopies de mes fiches de paie ; enfin, je ne vous fais pas de dessins...

Pour reprendre ma fille, ils viennent voir l'appartement, s'il y a du confort et là, ils décident. Vous voyez, je tiens à en parler car à Denfert, c'est pas très catholique, même si c'est des sœurs qui s'en occupent. On n'a pas le droit de prendre des photos, on peut faire venir la famille et les amis pour voir l'enfant mais avant, en bas, il faut que vous donniez le matricule de l'enfant. On vous donne alors un papier que vous devez remettre à la surveillante qui vous donne votre enfant. Et puis, si les gens n'osent pas gueuler pour sortir l'enfant, ils restent dans le centre et ne sortent que s'il ne fait pas froid sur une terrasse.

Enfin, je vous ai tout dit et m'arrête là, car à chaque fois que j'en parle, j'ai le cœur qui remonte.

Je vous salue et vous remercie de me laisser parler de cela car ça soulage et les gens pourront voir l'autre face de tout ça.

Avec mes remerciements

M. B.

La vie active, j'ai compris ce que c'est...

En sortant de 3e, je suis entrée au CET Jacquard à Oullins (banlieue de Lyon), section Sanitaire et Social. On m'avait dit qu'en rentrant dans cette section, et en obtenant le BEP, je pouvais faire : aide soignante, auxiliaire puéricultrice, monitrice éducatrice, jardinière d'enfants, ou entrer à l'école d'infirmières.

Ma première année, dans ce CET fut jugée insuffisante, par l'administration et elle me fit comprendre que l'accord pour mon redoublement était une faveur de sa part. Il faut dire que la directrice jugeait scandaleux que de jeunes Algériennes comme moi touchent une bourse, que nous venions «confortablement» faire nos études «payées par l'Etat» en France, pour ensuite aller travailler en Algérie et qu'à ce compte là «nous n'avions qu'à y retourner tout de suite»...

Je refis donc une seconde année dont les résultats furent une nouvelle fois jugés insuffisants pour «passer». On m'a donc orientée vers la «vie active», formule qui veut dire que l'on m'a vidée et orientée vers les ANPE...

Car la «vie active» j'allais tout de suite comprendre ce que c'est, j'ai cru trouver une place dans un hôpital où j'avais fait un stage gratuit dans le cadre de mes «études». (C'est-à-dire que l'on m'y avait fait travailler un mois comme femme de service, à nettoyer, récurer... et sans aucun salaire naturellement puisqu'il s'agissait de me former). Là on m'avait dit que l'on était satisfait de moi ; je fis donc une demande d'embauche. Comme quoi ? Comme femme de service, c'est-à-dire femme de ménage car derrière tous les titres annoncés plus haut, c'est un boulot de femme de ménage qui en fait nous attend. Pour ce qui est de l'entrée à l'école d'infirmière, je précise que le BEP ne suffit pas, mais qu'en plus il faut passer un examen...

La réponse de l'hôpital fut claire : l'administration n'embauche que des Français. Je suis donc allée à la préfecture pour me faire naturaliser : la naturalisation m'y a été refusée, parce que je n'avais pas de travail !...

Je suis donc restée au chômage.

Actuellement, j'ai trouvé une place : je travaille huit heures par mois comme femme de ménage à 11 F de l'heure...

NAJETTE

Les lycéens et collégiens dans la rue

Septembre 1978, une rentrée scolaire pas comme les autres : plusieurs centaines d'établissements touchés par des mouvements de grève, lutte massive dans la plupart des lycées et des LEP de la Seine St Denis, 30 000 lycéens et collégiens manifestant à Paris le 13 octobre, grèves et manifestations dans de nombreuses villes de province. Souvent des actions dures allant jusqu'à l'occupation de jour et de nuit de plusieurs établissements où à la séquestration de proviseurs.

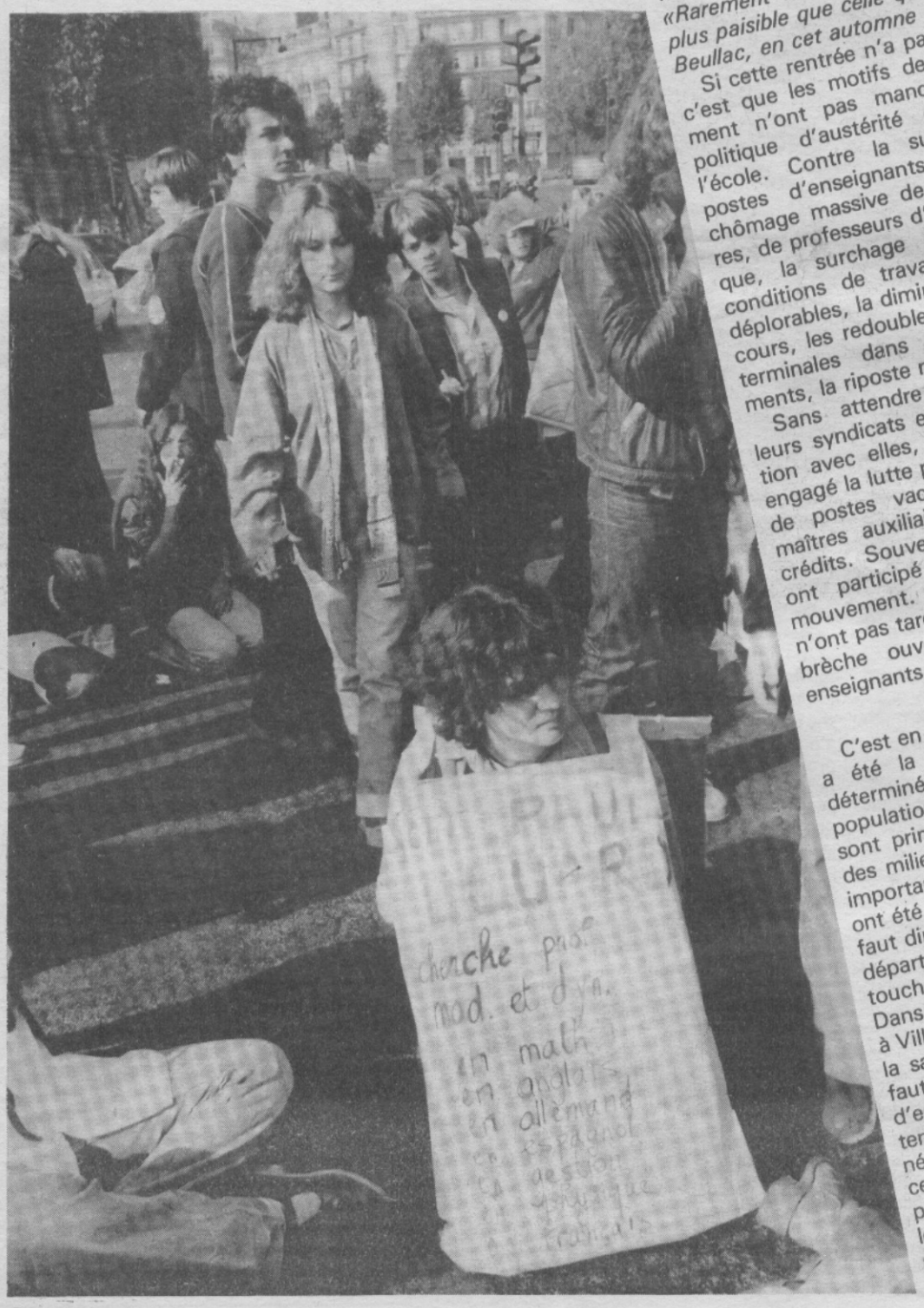
Seuls les congés de la Toussaint ont ouvert une trêve dans ce large mouvement de lutte.

Pourtant en haut lieu on prévoyait une rentrée bien différente. *«La rentrée se passe ma foi fort bien»*, s'exclamait Beullac, encore tout fier de son nouveau titre de ministre de l'Education. Et bien sûr, tous les moyens d'information le relayaient pour tenter de prouver qu'il n'y avait aucun problème en cette rentrée 1978. *Le Monde de l'Education* du mois d'octobre affirmait, sûr de lui : *«Rarement rentrée scolaire aura été plus paisible que celle que connaît M. Beullac, en cet automne 1978»*.

Si cette rentrée n'a pas été paisible c'est que les motifs de mécontentement n'ont pas manqué contre la politique d'austérité de Beullac à l'école. Contre la suppression des postes d'enseignants, la mise au chômage massive de maîtres-auxiliaires, de professeurs d'éducation physique, la surchage des classes, les conditions de travail et de sécurité déplorables, la diminution d'heures de cours, les redoublements refusés aux terminales dans certains établissements, la riposte n'a pas tardé.

Sans attendre les consignes de leurs syndicats et parfois en opposition avec elles, des enseignants ont engagé la lutte pour exiger la création de postes vacants, l'embauche de maîtres auxiliaires et l'obtention de crédits. Souvent les parents d'élèves ont participé assez activement au mouvement. Et bien vite les élèves n'ont pas tardé à s'engouffrer dans la brèche ouverte par la grève des enseignants.

C'est en Seine St Denis que la lutte a été la plus massive et la plus déterminée. Dans ce département à population largement ouvrière, ce sont principalement des jeunes issus des milieux populaires (dont une part importante de jeunes immigrés), qui ont été au centre de la mobilisation. Il faut dire que les établissements de ce département sont particulièrement touchés par les mesures Beullac. Dans certains établissements comme à Villemomble, des cours ont lieu dans la salle du foyer ou à la bibliothèque faute de locaux suffisants. Les postes d'enseignants non pourvus se comptent par dizaines. Les réparations nécessaires ne sont pas effectuées et certains établissements menacent presque de tomber en ruines. Dans les LEP, les conditions de travail et de sécurité dans les ateliers sont souvent à l'origine d'accidents.



PDF Creator Trial

Beullac menteur

Tu fabriques des chômeurs

En fait, la bourgeoisie a fait le choix d'investir peu pour ces établissements. Pour elle, les futurs ouvriers ou chômeurs que constituent les élèves des LEP (et même pour une partie d'entre eux, des lycées) n'ont pas besoin d'un enseignement dans la vie active. Ce n'est donc pas la peine de consentir trop de dépenses pour des matières comme le français ou l'histoire par exemple qui ne sont pas directement utiles pour être OS ou pointer à l'ANPE et qui de plus, peuvent présenter le danger de faire réfléchir les élèves.

La bourgeoisie vise aujourd'hui à développer les filières d'éducation plus directement rentables pour le patronat, comme l'apprentissage pour lequel un effort budgétaire particulier est prévu par l'Etat. Ce développement de l'apprentissage, (on prévoit 220 000 apprentis pour 1979) se fait au détriment de l'enseignement technique public et est partie intégrante des mesures Beullac visant à mieux adapter l'école à la situation de crise de l'économie capitaliste.

Ainsi, les revendications visant à obtenir des conditions correctes d'enseignement sont justes et doivent être soutenues. Mais à elles-seules, elles étaient bien incapables de susciter une telle mobilisation, massive et prolongée, des lycéens et collégiens.

En fait, ces derniers se sont largement engagés dans l'action dans la mesure où, progressivement, dans le cours du mouvement, ils ont dépassé les revendications initiales pour poser le problème du rôle de l'école dans la société, de sa finalité et où, sur la base de cette remise en cause, ils ont violemment dénoncé l'avenir de chômage qui leur est réservé et posé la question de leur liaison avec les travailleurs.

Assez vite, l'idée que l'octroi de postes de profs ou de crédits supplémentaires ne changera pas l'avenir des jeunes à la sortie de l'école s'est imposée plus nettement dans le mouvement.

Confrontés chaque jour dans leur entourage à cette réalité du chômage, les élèves en lutte —et notamment ceux des LEP— la refuse. En dénonçant le chômage qui les attend, ils posent en termes plus concrets et assimilables par un plus grande nombre, le problème de la liaison avec les travailleurs.

On a vu ainsi, au travers de multiples actions, se préciser cette volonté de liaison entre les lycéens et collégiens et les travailleurs. Ce sont par exemple les élèves du LEP et du lycée de Rombas qui se mettent en grève contre le chômage et en soutien aux grévistes de la sidérurgie. Trois cents d'entre eux manifestent jusqu'aux portiers de Sacilor-Gandrange en scandant *«lycéens, ouvriers même combat !»*, *«Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs»*, *«A bas l'école des flics et des patrons»*.

En Seine St Denis, les élèves en lutte s'adressent aux travailleurs sur les marchés ou prennent contact avec les postiers qui se battent pour l'embauche d'effectifs supplémentaires. Des initiatives concrètes de soutien aux travailleurs en lutte sont décidées.

Cette ouverture du mouvement sur l'extérieur, en direction de la classe ouvrière, est une manifestation de la progression politique du mouvement de la jeunesse scolarisée et notamment des collégiens. En se tournant vers les travailleurs, en mettant en cause l'école capitaliste, les élèves en lutte entrent en opposition ouverte avec tous ceux qui voudraient voir le mouvement se limiter à des cibles corporatistes. C'est le cas notamment de l'UNCAL dont l'isolement est allé croissant dans le mouvement et dont les tentatives de récupération ont été largement mises en échec.

Dans le même temps où ils approfondissaient leur critique de l'école et faisaient l'expérience du sabotage de ceux qui tentaient de tirer la lutte en arrière, les élèves ont vu la nécessité d'affirmer plus nettement l'autonomie de leur mouvement par rapport à celui des enseignants et des parents d'élèves.

C'est en renforçant cette autonomie que leur mouvement a pu dépasser le simple rôle d'une force d'appoint aux revendications des syndicats enseignants pour en venir à une critique plus radicale de l'école et de l'avenir de chômage qu'elle réserve aux enfants du peuple.

C'est sur la base d'une telle autonomie nécessaire qu'une unité réelle a pu être mise en œuvre entre le mouvement des élèves et de nombreux enseignants et parents d'élèves.

Le refus légitime de la manipulation de leur mouvement de la part des lycéens et collégiens en lutte s'est assez souvent accompagné du refus de toute organisation. La crainte de se trouver dépossédés de leur propre mouvement, de le voir confisqué au profit de quelques beaux parleurs, toujours prompts à l'encadrer pour leur propre compte, explique en grande partie cela.

Néanmoins dans le cours de la lutte les élèves ont pris conscience de la nécessité de s'organiser pour vaincre. Des coordinations locales et régionales regroupant de nombreux établissements comme en Seine St Denis, dans certains arrondissements de Paris, à Lyon, à Rennes, à Grenoble... se sont mises en place. Dans certains lycées et LEP des comités de lutte se sont constitués. Ils représentent une arme aux mains des élèves combatifs pour débattre des moyens à mettre en œuvre pour réengager la lutte à la rentrée des vacances de la Toussaint, pour en préciser les objectifs.

A l'heure où les luttes de la classe ouvrière contre la politique d'austérité et de chômage de Barre se développent le mouvement des lycéens, et collégiens avec sa volonté de se lier aux travailleurs, peut apporter une contribution importante à la riposte populaire contre la crise.

PDF Creator Trial

En ratant sa rentrée, M. Beullac se consolera en sachant qu'il est désormais promis à une certaine postérité. Il ne rentrera certes pas dans la légende, pour ses dons d'extra-lucide (ses prévisions n'étant pas très heureuses...), mais il est tout de même, et ce n'est pas un mince honneur, le dernier en date à rejoindre une cohorte déjà grosse : celle des ministres qui, à peine désignés, tournent au ridicule.

Une école au service des patrons

Le 5 avril 1978 était connue la composition du nouveau gouvernement, après les élections législatives.

Parmi ceux qui changeaient de ministère, un dénommé Beullac passait du ministère du Travail au ministère de l'Education. D'où vient-il celui que les lycéens en lutte accusent de fabriquer des chômeurs ?

Ancien ingénieur, il succède en 1976 à Duraffour célèbre pour ses attaques contre les délégués syndicaux comme ministre du Travail.

Beullac a mal commencé son ministère. Ayant déclaré dès son entrée en fonction que, si «L'homme a pour vocation fondamentale de travailler dans les usines et les bureaux, la femme, mère, de famille, peut rester à la maison», *il dû, devant les réactions suscitées par ses propos, se contredire quelques jours plus tard en affirmant :* «La contribution croissante des femmes au développement économique, constitue une richesse considérable pour la collectivité».

Grand réformateur, il contribue largement au nouveau bâptème de son ministère qui devient, sous son impulsion, celui du chômage.

Travailleur acharné, il ne se contente pas du million et demi de chômeurs qu'il a contribué à créer, non. Il tient absolument à découvrir les «faux chômeurs» ! C'est à lui que nous devons les campagnes d'intoxication, de calomnie, contre tous ceux qu'il mettait sur le pavé.

Beullac, c'est un homme plein de ressource : c'est lui, qui ému, par les difficultés des patrons, leur insinuait lourdement : «On connaît mal la législation sur les licenciements. Il y a plus de possibilités qu'on ne croit en ce domaine...».

Beullac, c'est celui qui veillait à ce que les inspecteurs du travail œuvrent dans la plus stricte impartialité. Si bien que les syndiqués CGT ou CFDT de cette profession, qui manquaient de souplesse, auront vu leurs jugements cassés beaucoup plus systématiquement qu'auparavant.

Après un apprentissage d'une telle richesse, on comprend que Beullac veuille le réinvestir dans son nouveau ministère, qu'il veuille en faire part au maximum de jeunes...

Mais, précédé de sa réputation, il a sans doute contribué à ce que dans les dernières luttes, les lycéens dénoncent très explicitement l'avenir de chômage qui leur est réservé !

«La rentrée se passe, ma foi, fort bien !». Aux premiers jours de septembre, le ministre du chômage à l'école claironnait déjà. Il faut dire qu'à sa manière, il avait préparé la rentrée en prenant du moins en paroles, le contre-pied du style autoritaire de son prédecesseur, Haby. Comme tous les ministres de l'Education Nationale depuis dix ans, il succédait à un confrère «use jusqu'à la corde» et avait hâte de dire «qu'il ne ferait pas comme lui». N'allait-il pas jusqu'à affirmer «que la réforme était un cadre qu'il fallait appliquer avec souplesse, que l'heure était à la concertation, qu'il ne prétendait pas détenir la vérité, qu'il fallait rétablir la confiance, laisser faire le débat», et que d'ailleurs lui, ne ferait pas de réforme (*«il n'y aura pas de réforme Beullac»*). Bref, Beullac, fort de deux années sans mouvement d'ampleur (1976 - 1977/ 1977 - 1978) se prédisait des jours tranquilles et «donnait» dans le style décontracté, libéral, giscardien.

Peine perdue, bavardages inutiles, ça n'a pas marché !

Il est vrai que la pilule était dure à avaler. Et que M. Beullac, au passé ministériel chargé (voir encart ci-contre), ne pouvait convaincre à peu près que ceux qui voulaient bien se laisser faire... Des menaces d'austérité sans précédent allaient vite le démentir et, par la riposte qu'elles suscitaient, ridiculiser son autosatisfaction.

Suppression de postes d'enseignants, mise au chômage massive des maîtres-auxiliaires et des professeurs d'Education physique, surcharge record des classes, conditions de travail et de sécurité déplorables, diminution d'heures de cours, redoublements refusés aux Terminales dans certains établissements... une liste non exhaustive qui en dit long...

A première vue, les mesures Beullac sont des mesures d'austérité qui touchent principalement le corps enseignant. Mais ne sont-elles que cela ? C'est en tout cas ce que laisse entendre le mot d'ordre des syndicats des professeurs et des associations de parents d'élèves dirigés par PS et PC : *«Des profs et des crédits !»*.

Mais, en se mobilisant par milliers contre l'avenir de chômage, collégiens et lycéens n'entendaient pas seulement refuser de jouer le rôle de force d'appoint ; ils élargissaient la cible, dépassaient les revendications corporatistes et discernaient l'ampleur de l'attaque du ministre en resituant l'enjeu de la lutte : non plus seulement plus de craies, plus d'éponges, plus de sous, mais quel avenir nous est-il préparé ? Ils expliquaient ainsi, que les mesures, en renforçant la sélection sociale leur préparent un avenir de chômage, qu'elles sont en droite ligne de la réforme Haby.

Il suffit pour s'en convaincre de les examiner dans leur application, d'en prévoir les conséquences logiques.

En réduisant les effectifs d'enseignants, et par là même en réduisant les heures de cours, Beullac vise :

▶ à forcer à l'abandon ou à la réduction de certaines filières, officiellement pour «faute de moyens». Dans les CET par exemple, sont visés non plus seulement les CAP sans valeur (bottiers, coiffeurs, maçons...), mais aussi ceux qui destinent les élèves à travailler dans des branches d'industrie abandonnées ou restructurées (exemple dans la région parisienne le CAP de Mécanique Générale est victime de la fermeture des usines de machines outils...). De plus, les effectifs des CET sont réduits, certains CET sont fermés au profit de centres d'apprentissage comme dans le 93.

▶ à forcer à la réduction, à la portion congrue ou à la disparition pure et simple dans de nombreux établissements de matières jugées marginales, secondaires (éducation physique, dessin d'art,...) ou dangereuses, (Lettres, Français, Histoire, Géographie...) car propices au débat politique, à la contestation. On retrouve, (est-ce un hasard ?) la vieille idée de Haby de donner aux élèves une masse de notions immédiatement utilisables, directement nécessaires à la future profession, de qualité et de niveaux variables selon le palier auquel l'élève quitte l'école (technologie simple pour les futurs OS, rudiments d'économie ou de gestion pour les employés) et de s'en tenir là... (le Français, l'Histoire, ce n'est pas utile pour les futurs ouvriers...).

▶ à précipiter, en surchargeant comme jamais les classes, les départs, les abandons, ou le recyclage dans des filières «moins nobles» d'un maximum d'élèves à la sortie de la seconde et de la première. Ainsi «on déverse» dans les sections A B un maximum de C ou D au sortir de la seconde en ne prévoyant qu'un nombre réduit de classes de premières (toujours à cause du manque de professeurs...). Ainsi on pousse au départ, à l'orientation vers la vie active les dix élèves en trop (du 30e au 40e voir plus parfois), qui, étudiant dans des conditions déplorables, décrochent dès le premier trimestre...

▶ à refuser l'accès au supérieur (notamment en fac) à un maximum d'élèves afin d'éviter le transfert dans le supérieur des difficultés du second cycle (trop plein des sections Lettres par exemple...). C'est ainsi que doit être compris le refus des redoublements dans les classes terminales, de certains établissements.

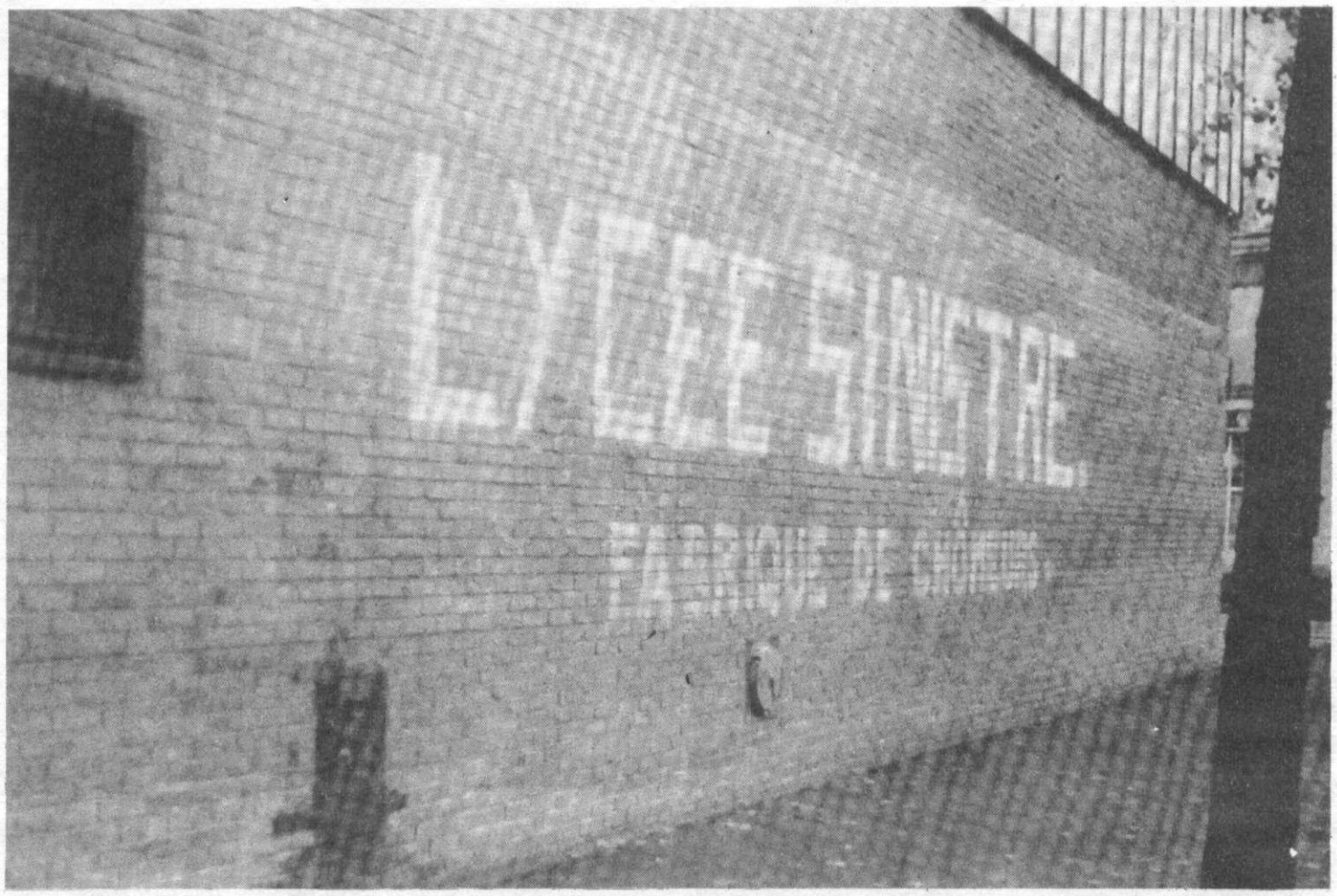
▶ à appauvrir l'enseignement (vieille idée de Haby...), à réduire le rôle des professeurs «à la fourniture d'explications ou d'informations supplémentaires» (Haby) ne figurant pas dans les manuels scolaires. N'est-ce pas à cela que conduit la multiplication du nombre de classes où enseignera, en un nombre d'heures de cours réduit, un seul et même professeur ?

La politique d'austérité de Beullac, en cette rentrée 1978, est donc partie intégrante de la réforme Haby, c'est un peu de cette réforme qui est appliquée, les conséquences logiques des mesures d'austérité se confondant parfaitement avec les objectifs de la réforme Haby. Le fait que ces mesures touchent particulièrement, dans un premier temps, les établissements à forte composante populaire, montre que par delà l'attaque importante contre l'emploi des enseignants, elles constituent un moyen de sélection sociale qui justifie pleinement le mot d'ordre : *«Beullac, menteur, tu fabriques des chômeurs !»*. Elles visent à adapter l'école aux besoins de l'économie capitaliste en crise en fournissant moins d'ouvriers qualifiés qui aujourd'hui se retrouvent au chômage (40 % des chômeurs ont un CAP) mais plutôt des OS polyvalents sous qualifiés ; en omettant la «surproduction» dans des filières sans débouchés comme les Lettres, pour «orienter» plutôt vers des professions dont l'économie capitaliste a besoin. Barre, sur ce sujet a le mérite d'être clair : *«Mais à eux aussi* (les jeunes) *de comprendre qu'ils doivent s'aider eux-mêmes, que la société ne peut garantir un emploi à tous que si elle fixe autoritairement la nature et le bien des emplois offerts (...). Ce qui est plus important, ce n'est pas que les diplômes soient plus ou moins difficiles à obtenir, c'est que les jeunes gens et les jeunes filles qui passent par l'école et l'Université, reçoivent tous une formation qui leur permette de trouver un emploi. Il ne suffit pas que les diplômes soient revalorisés ; encore faut-il que les filières de formation soient déterminées en fonction des besoins de la collectivité»*. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on est loin du mythe de l'école démocratisée, où chacun a ses chances d'exercer la profession qu'il a choisie : maintenant nous sommes prévenus : *«On nous donnera, ce qu'il y aura...»*. Et Barre de nous conseiller de «nous aider nous-mêmes» en termes clairs, de se battre, en écrasant les autres, pour arriver à ces places au soleil qui se font rares en ces temps de crise, ou de ne pas s'entêter et d'accepter quelles que soient nos aspirations, de rentrer dans les filières dont la «collectivité» (l'économie capitaliste et ses patrons) a besoin... S'effondre donc aussi, l'illusion des choix et orientations librement consentis. Pour ne pas être longtemps à la charge des parents par ailleurs eux-mêmes premières victimes de l'austérité, en poursuivant des études aux débouchés incertains, que fera le fils ou la fille d'une famille ouvrière : choisiront-ils ? Non, ils ne choisiront pas, et la sélection (comme disaient Haby-Beullac) se fera pour partie naturellement : *«L'école n'y est pour rien, tout est affaire de volonté»*.

Il est temps, comme disait Barre, de nous aider nous-mêmes, poursuivant plus que jamais l'action contre l'école du chômage, l'école capitaliste.

Lycée Le Corbusier (St Denis)

«la bavure»



«Fabrique de chômeurs». Cette inscription, en immenses lettres blanches sur les murs de brique du LT d'Aubervilliers, interpelle les habitants de cette ville de la banlieue parisienne. Cette inscription, les lycéens l'ont écrite, ainsi qu'une autre redaptisant leur établissement «La Bavure, lycée sinistré», pendant la lutte engagée dès la rentrée. Sur la façade des bâtiments administratifs, une banderole signale, d'autre part, que le bahut est occupé. La lutte, les lycéens l'ont engagée contre les mesures Beullac, qui bloquent tous crédits et se manifestent sur «Le Corbusier» par la suppression d'une terminale F 1 (technique), des postes de professeurs non pourvus, des classes surchargées, et partout des élèves précédemment admis à redoubler qui se retrouvent à la rue...

L'action a démarré à l'initiative de quelques professeurs qui ont organisé des débrayages en reprenant les consignes de leurs syndicats, puis ont regroupé les 12 élèves non ré-inscrits en Terminale F 1 pour leur faire cours, malgré tout.

A deux ou trois élèves par table, la situtation s'est rapidement révélée insupportable. Il fallait aller plus loin. Des délégations au rectorat ont été envoyées, et n'ont rien donné.

Une question se pose alors aux éléments actifs de la lutte : il faut chercher les moyens de se faire entendre et obtenir satisfaction.

La retenue du proviseur est donc organisée par les professeurs et les lycéens. Mais il faut se rendre à l'évidence : le proviseur est impuissant à satisfaire les revendications : il ne sert à rien ! Les protagonistes de l'action le «destituèrent» donc.

C'est alors que M. Beullac déclarait, serein : «*La rentrée s'est passée, ma foi fort bien... à part quelques bavures*». C'est la goutte qui fait déborder le vase ! Devant un tel cynisme «*on s'est senti concerné, en tant que bavure*» comme nous l'explique un lycéen. C'est à cette occasion que le lycée est rebaptisé...

Dans les AG quotidiennes, la volonté de durcir l'action se fait jour, l'occupation est un de ces moyens. Pour aller plus loin, et tandis que les professeurs plus ou moins divisés soutiennent l'occupation, une assemblée est convoquée avec les parents pour faire — pourquoi pas — l'unité.

La position de l'A.P.E. (Cornec) est nette : c'est le refus d'occuper ; néanmoins certains parents occuperont quand même avec leurs enfants, et des professeurs.

Le mouvement se poursuit, à l'occasion, on retient un inspecteur académique en ballade, accompagné d'un chef des travaux, mais eux non plus ne servant à rien, sont expulsés sous les quolibets de la joyeuse assistance. Désormais, l'administration n'a plus droit de cite. Les lycéens se sentent maintenant chez eux. Conscients que le mouvement n'aboutira pas rapidement, ils s'installent dans l'occupation ; pendant une semaine, à tour de rôle, chaque classe du lycée fera un contre-cours dans le hall d'entrée du bâtiment administratif : ainsi, il y a toujours trente élèves et un professeur au minimum pour empêcher l'entrée des inutiles : proviseur, censeur et chef des travaux.

Parallèlement à l'occupation, la popularisaton est organisée sur la ville entre autres à l'occasion d'une quinzaine commerciale en se saisissant du micro. Trois manifestations auront lieu à Aubervilliers.

Peu à peu la nécessité de «viser plus haut» apparaît. Les «bavures» de Beullac entrent, aux yeux des lycéens, dans un plan d'adaptation de l'école à la crise. Cette réflexion est apparue alors que les lycéens constatent : «*Le mouvement s'essoufle parce qu'on pensait perdre des cours et compromettre aussi nos chances de réussite aux examens*». Mais, se penchant sur les résultats des années précédentes où 70 à 80 % d'entre eux ont été recalés, ils se posent la question de la «poursuite» des cours dans ces conditions. C'est l'occasion d'une réflexion plus approfondie sur l'école. «*On apprend à bosser, à faire nos quarante heures par semaine, mais en fait quand on arrive dans une boîte, il faut tout réapprendre. On a fait dix ans d'études pour rien*». Le rôle idéologique de l'école apparaît : former des ouvriers dociles. «*L'école est à l'image de la société*» disent les lycéens, «*si on change la société, l'enseignement sera à l'image de cette société*». «*Nous voulons que tout change*» affirment-ils. Mais pour ce faire, ils conviennent qu'eux lycéens, ne pourront le faire seuls. Dans ce cadre, ils posent la question de l'unité avec les travailleurs, qui peut se faire sur une base commune : le chômage. Nombre de travailleurs y sont confrontés, et le refusent, et les lycéens eux-mêmes, ne le seront-ils pas dans un proche avenir ?

Pourtant les lycéens ne comptent pas sur les directions syndicales pour favoriser cette unité.

En effet, ils ont vu les directions syndicales de professeurs à l'œuvre, et pour eux «*à la tête des syndicats, ce sont les gens qui veulent survivre dans le système*» en se prévalant du fait que les syndiqués leur délèguent des pouvoirs.

Mais ils ont vu, aussi certains de leurs professeurs se battre contre cela ; et c'est confiants dans le débat qui se mène chez les travailleurs, qu'ils entendent tisser l'unité avec eux.

25.10.78

Un prof PCF au travail !

Un prof du PCF, M. Ferry, s'inquiète de ne pas avoir d'élèves en cours depuis un mois. Désireux d'élever le niveau scientifique, technique et culturel des forces vives de la Nation, ce monsieur téléphone aux parents de ses élèves, leur demandant comment il se fait que leur enfant n'assiste pas à ses cours. Apprenant la chose, les lycéens décident de demander des explications à l'enseignant. Le mardi de la semaine avant les vacances de la Toussaint, plusieurs dizaines d'entre eux bloquent la salle des profs et demandent à l'intéressé de s'expliquer en présence de ses collègues. Celui-ci refuse de répondre et prétend aller assurer son cours. Sans rechercher l'affrontement physique, les élèves le laissent passer, mais décident d'intervenir dans sa classe. Il refusera toute explication, sauf pour traiter les élèves de fascistes.

Une affiche va bientôt orner les murs du lycée, sur le thème : «*Sa démocratie, c'est celle de Beullac : la liberté du travail*». Et d'appeler les lycéens à jouer au radio ferry phone, en diffusant le numéro de téléphone de l'enseignant.

24.10.78. Correspondant

Des professeurs en lutte

Si cette rentrée scolaire en Seine Saint-Denis a vu dans tous les lycées et LEP (ex CET) des grèves d'élèves, très souvent les professeurs sont entrés en lutte.
Cette mobilisation des professeurs a été très inégale sur les différents établissements : de un jour de grève à un mois de lutte
Nous avons voulu connaître le point de vue de ces professeurs qui avaient lutté de façon prolongée, marquant l'unité de la lutte des professeurs, lycéens, et parfois des parents d'élèves.
C'est pourquoi nous donnons la parole à un professeur du L.T. Le Corbusier, militant SGEN-CFDT, à Aubervilliers, qui nous parle de la lutte de son lycée.
(Cet article ne rend donc pas compte de toutes les situations très diverses rencontrées).

— Les 2e A B à 35 élèves par classe.
— Une terminale F 1 supprimée et les redoublants à la rue.
— Sur les 45 M.A. du lycée, 17 sont dans la nature.
— Il manque des profs : plus de 150 heures d'enseignement manquent.
— EPS : 2 heures par semaine, 4 classes en même temps et la 5e classe sans gym !

S'ajoute à cela :
— Le manque d'une deuxième infirmière.
— Le peu de surveillants.
— La sécurité dans les ateliers (trois élèves en même temps sur certaines machines) et des conditions d'étude assez déplorables.

Dès le lundi 18 septembre, le SNES appelle à une AG de 11 heures à midi.

Ce bilan catastrophique est établi en présence de 45 professeurs (sur les 120 que compte l'établissement).

Ce jour-là, le seul moyen d'action retenu sera l'envoi d'un télégramme au recteur pour exiger la réouverture de la Terminale F 1.

Et les cours commencent... Sans perspectives précises.

L'information ne circule pas du tout : personne alors ne sait que le lycée de Montreuil est déjà en grève.

Le vendredi 22 septembre, toujours à l'appel du SNES, certains professeurs font grève une demi-journée pour se joindre à une manifestation commune à plusieurs établissements.

Lundi 25 septembre, les cours continuent dans un malaise croissant. D'une part, nous savons que d'autres établissements luttent (Noisy-le-Sec par exemple) ; d'autre part, plusieurs AG d'élèves se déroulent en ce début de semaine.

Le jeudi 28 septembre, une réunion SGEN-CFDT est organisée :

Très vite, le point de vue est unanime : une journée de grève ne sert à rien. Ce n'est pas ainsi que nous obtiendrons satisfaction. Il faut nous mettre en grève. Pour combien de temps ? Jusqu'à satisfaction des revendications.

La situation particulièrement catastrophique de cette rentrée est déterminante dans cette décision.

Mais aussi, une autre raison sous-jacente : nous ne sommes plus en mars 1978. Aujourd'hui, il faut lutter.

A cette réunion succède une petite assemblée générale, où participent des militants du SGEN, certains du SNES, et de nombreux non syndiqués.

Nous décidons la grève pour le vendredi matin.

Vendredi 29 septembre :

A 8 heures du matin, pratiquement tous les lycéens sont en grève (depuis le jeudi après-midi) et la section SGEN également.

Situation critique pour le SNES... qui devra se réunir à 11 heures du matin, et décider de se mettre en grève sous la pression de nombreux militants.

Dès ce jour, il y a donc une majorité pour la grève dans les AG.

Quelle démocratie ?

Une assemblée générale tous les jours, votant la grève chaque jour. Point extrêmement positif qui permet chaque jour une discussion, la confrontation des points de vue et de décider lucidement de la poursuite de l'action.

Mais des limites évidentes à cette démocratie : en effet si, en A.G., les partisans de la grève sont majoritaires, que feront ceux qui ont voté contre ? Appliqueront-ils la décision de la majorité ? L'assemblée générale est-elle souveraine ?

Il n'y aura pas de réponse claire à ce sujet et le SNES imposera les votes à bulletins secrets «qui permettent une plus grande liberté de décision» ! Dans les faits, les profs qui n'assistent pas aux A.G. ou qui votent contre la poursuite de la grève ne se déclareront pas grévistes, notamment par les fiches d'appel des élèves où ils noteront les absents : c'est à dire tous !

Mercredi 4 octobre, les lycéens séquestrent le proviseur. Certains professeurs se joignent à l'action.

Jeudi 5 octobre : comment continuer la lutte ?

Deux courants se dessinent dès ce jour :

— la majorité du SNES, dès jeudi matin, propose la reprise des cours pour lundi 9. Argument : on perd beaucoup de salaire. En fait, c'est déjà la capitulation affirmée par le PCF à l'intérieur du SNES et pour une seule raison : la conduite de la lutte lui échappe tant au niveau des lycéens que des professeurs. Cette manœuvre est déjouée en AG car elle était trop grossière : le lendemain, a lieu l'entrevue avec l'adjoint du recteur et on ne peut pas s'arrêter la veille de l'entrevue !

— l'autre courant est majoritairement représenté par les lycéens : dès jeudi, le lycée est occupé jour et nuit.

La section SGEN-CFDT apportera aussitôt son soutien à l'occupation.

L'entrevue au rectorat est un échec complet :

Lundi 9 : la division des enseignants. Le PCF reprend sa manœuvre de division et dans la motion SNES, il propose l'arrêt de la grève et l'occupation. Le courant de lutte chez les professeurs (SGEN, syndiqués SNES, non syndiqués) aura beau faire valoir qu'on ne peut reprendre les cours et occuper en même temps, rien n'y fera.

Une deuxième motion, pour la continuation de la grève et l'occupation, recueillera 33 voix contre 36 pour la motion du SNES.

Division donc, mais qui apparaît pour beaucoup comme une trahison orchestrée par le PCF car dans les 36 figurent tous les anti-grévistes habituels !

Pourtant, 33 + 36 professeurs, soit la totalité de l'assemblée générale, ont voté l'occupation ! Qu'en sera-t-il ?

Une fois de plus, chacun aura pu juger dans la vie.

Une occupation active est organisée par les lycéens. Des professeurs favorables à la poursuite de l'action y participeront. Les parents d'élèves également.

Pour le courant majoritaire du SNES, (dirigé par le PCF), quelques individus passeront une seule nuit au lycée !

QUELLE ATTITUDE AVOIR PENDANT UNE GREVE DE LYCÉENS ?

Très concrètement, les élèves poursuivent la grève. Que ferons-nous ?

Premier problème : la sacro-sainte «liberté du travail» à la sauce Beullac.

La motion du SNES dit : «*Nous avons arrêté la grève et nous attendons les élèves en cours.*»

Riposte des lycéens : piquets de grève le 10 au matin. Le proviseur s'emploiera par la force à ôter les tables et les chaises, appelant à la rescousse le délégué du SNES qui l'y aidera bien naturellement... !

Deuxième problème : bien que certains professeurs «attendent leurs élèves» en classe, la réalité est toute autre.

Une infime minorité d'élèves assiste à ces cours : à peine 5 % !

Pendant toute cette période, les cours des professeurs d'ateliers (ceux qui annulent beaucoup d'heures supplémentaires) seront boycottés à près de 100 % !

Par ailleurs, des contre-cours sont organisés. De même, les terminales qui ont toujours été dans la lutte vont à certains cours (math, éco...) pour ne pas accumuler un trop grand retard pour le bac.

De nombreux professeurs accèdent donc à la demande des lycéens telle qu'elle s'exprime, en indiquant qu'ils sont au service des lycéens.

Cette division des professeurs et les deux courants qui s'y expriment, se manifestera ouvertement à la grande manifestation du vendredi 13 octobre à Paris.

D'une part, les syndicats enseignants convoqueront la manifestation à un autre lieu que les lycéens. D'autre part, de très nombreux professeurs manifesteront dans le cortège lycéen, dans la délégation de leurs lycées. Au lycée Le Corbusier, la majorité des professeurs présents à la manifestation se trouvait avec les lycéens. Ce phénomène se renouvelait dans tous les établissements en lutte (Paul Éluard à Saint-Denis, Eugène Delacroix à Drancy, etc.)

QUE RÉVELE CETTE DIVISION ?

Dès le 9 octobre, jour où il vote la reprise des cours — mais la grève des lycéens s'est prolongée jusqu'aux vacances de la Toussaint ! —, le SNES fera en sorte qu'une AG ne puisse plus se réunir ! Boycott des AG réclamées par de nombreux professeurs, exigées par les lycéens : «*Les profs, qu'est-ce que vous faites ?*»

Ainsi, du 10 octobre au 26 octobre : aucune AG de professeurs.

Une première raison : c'est l'opposition qui s'affirme entre deux courants. Il y a ceux pour qui huit jours de grève, c'est déjà énorme, peu importe les résultats, et ceux qui pensent qu'il faut continuer la lutte sous une forme ou sous une autre. Mais en tout état de cause, ce ne peut être, comme le proposent conjointement SNES et APE (parents d'élèves Cornec) de refaire de nouvelles pétitions et délégations au Rectorat, après un mois d'occupation ! Les fausses perspectives du PCF sont rejetées.

Une deuxième raison tient à la question des revendications.

Quelles sont les revendications des professeurs ?

Quelles sont celles des lycéens ?

Non au chômage pour les M.A.

Au niveau des professeurs, pour la première fois, tous les professeurs ont lutté pour le ré-emploi des maîtres auxiliaires au chômage, alors que ces années dernières, ils s'étaient retrouvés seuls en lutte.

Il reste à établir un bilan d'ensemble à ce niveau. Mais cette revendication a été soutenue largement par les élèves à qui il manquait de nombreux professeurs. La détermination dans la lutte, le rôle de phare que les lycéens du Corbusier ont représenté pour leurs camarades du 93, ont permis que nous obtenions quasiment tous les professeurs manquants.

Ce n'est hélas qu'un cas unique, alors que les professeurs des autres lycées se voient imposer des heures supplémentaires et de nouveaux emplois du temps !

NON A L'AVENIR DE CHÔMAGE !

Pour les lycéens, c'est cette question qui est devenue décisive :
— de mauvaises conditions de scolarité
— des classes surchargées
— une sélection accrue
et des résultats au bac assez inquiétants (50 % d'échecs).

A quoi bon faire 15 ans de scolarité pour aboutir à un échec et, de toute façon, avoir en perspective d'avenir le chômage ?

Force est de constater que les syndicats enseignants n'ont pas encore pris en compte réellement les revendications essentielles de ces lycéens, d'origine ouvrière en très grande majorité.

Enfin, c'est une grande majorité de professeurs qui met maintenant en cause l'inertie de leurs confédérations syndicales :
— qu'ont-elles organisé, sinon des actions d'un jour ou de vagues semaines de mobilisation ?
— qu'ont-elles fait pour unir les luttes existantes (il ne s'agit pas de réclamer une grève générale !)
— qu'ont-elles fait pour unifier les luttes de la Fonction publique (cheminots, postiers, enseignants ont lutté en ordre dispersé).

Ce n'est pas ainsi que sera mise en échec la politique d'austérité des Giscard, Barre, Beullac, Soisson et compagnie.

Lycée et LEP de Rombas : *«Notre avenir nous inquiète»*

La grève des lycées et des LEP s'est étendue en province. En Moselle à Rombas, à côté d'une usine de Sacilor, non loin de Thionville, les lycéens, au départ sur intervention de la CFDT, ont également arrêté le travail quelques jours. Aujourd'hui, ils ont repris les cours sous la pression de l'administration et quelques fois des parents. Ils entendent toutefois convaincre leurs camarades de la nécessité de repartir en grève après les congés de la Toussaint. Alors qu'ils étaient réunis dans un foyer de la ville de Rombas, et discutaient des perspectives de leur mouvement, nous leur avons proposé une table ronde. Plus de vingt élèves du lycée et du LEP y ont participé. On sent dans le cours de la discussion que l'on se trouve en plein cœur d'une région sidérurgique durement frappée par la crise.

Nous publions par ailleurs, le compte-rendu d'une discussion avec des élèves de l'école ménagère simultanément en grève.

Au lycée comme au LEP les sujets de mécontentements ne manquent pas : *«Classes surchargées, scolarité trop chère»*, mais pour le LEP, en plus, *«l'insécurité dans les ateliers, quelques fois, il pleut sur les machines aux fils dénudés»*. Le manque de matériel se fait aussi sentir : *«On a trois perçeuses pour vingt élèves»*. A cela s'ajoute le problème du redoublement : *«En électromécanique, tu as 63 élèves en première année et 50 en deuxième année ». «De plus, tu n'es pas forcément orienté dans la section qui t'intéresse»*. Quelquefois les lycéens sont victimes d'un prof avec lequel ils ne s'entendent pas : *«C'est grave, quand c'est lui qui te corrige ton examen»*. Les collégiens expliquent : *«Nous ne voulons pas subir ces conditions de travail toute l'année»*. Au cours de la discussion, la situation de l'emploi en Lorraine, comme le dit *Le Républicain Lorrain*, se fait sentir. *«On n'est pas en grève pour s'amuser mais parce qu'on est inquiet pour notre avenir»*.

Les lycéens ont conscience d'avoir le même adversaire que la classe ouvrière. Au début de leur grève, ils se sont rendus en manifestation devant le piquet de grève de Sacilor Rombas.

La CFDT a d'ailleurs joué un rôle très important dans le déclenchement de leur grève. Ils regrettent toutefois que le soutien des syndicats ne soit pas plus important. L'attitude des parents est diverse ; dans l'ensemble ils soutiennent. *«Mon père a été licencié de la sidérurgie, il me soutient»*, mais quelques fois, les parents pensent que dans cette situation de chômage, il vaut mieux, pour que leurs enfants s'en sortent, qu'*«ils se tiennent tranquilles»*. L'attitude des Associations de Parents d'Elèves suscite parfois l'amerturme. *«La fédération CORNEC (proche du PCF NDLR) nous a fait savoir qu'elle n'était plus solidaire de notre mouvement»*. On est venu au cours de la discussion, à évoquer l'échec de la gauche aux dernières élections. Dans l'ensemble un consensus se dégage pour affirmer que la gauche n'aurait pu redresser la situation en Lorraine, et ce y compris chez certains qui ont activement participé à la campagne électorale au printemps dernier pour le compte du PCF.

«Les gens ont voté à droite parce qu'ils ne savaient pas quel type de changement la gauche aurait pu apporter».

Dans cette région où le PCF a fait une intense campagne pour la nationalisation de la sidérurgie, cette solution n'apparaît pas non plus comme la panacée. *«Les licenciements auraient continué»*. Ce n'est d'ailleurs pas en direction des partis de gauche que les lycéens cherchent un soutien. Quand on leur demande : *«A votre avis, que faut-il pour que votre mouvement soit victorieux ?». «Une coordination de tous les bahuts en grève»*, répondent la plupart d'entre eux.

La grève à l'école ménagère de Rombas

Les élèves de l'école ménagère de Rombas ont également fait grève, avec le lycée et le LEP.

«Nous sommes en grève parce que quand nous avons fini nos trois années dans cette école, nous n'obtenons plus de diplôme». Elles sont là une quinzaine, un petit peu intimidées au début de se retrouver au milieu des lycéens mais, petit à petit, elles prennent de l'assurance. Un mot revient souvent dans la conversation : *«On n'a pas le droit». «Quand nous sommes en classes, on n'a pas le droit de regarder par la fenêtre ; dans la cour, on n'a pas le droit de fumer, à la sortie, on n'a pas le droit de se faire chercher par notre ami, on n'a pas le droit de se maquiller, pas le droit de s'habiller de se maquiller, pas le droit de s'habiller comme nous l'entendons. Il arrive que les plus faibles d'entre nous reçoivent des claques. On se fait traiter de poule de luxe, si on se passe un peigne dans les cheveux...»*. Il n'y aurait pas trop de cette page pour énumérer les vexations dont sont victimes «les filles de l'école ménagère».

Comment arrive-t-on dans cette école ? *«Ça dépend : quelques fois, on te met là sans que tes parents l'aient demandé, d'autres fois, c'est parce que tu n'a pas réussi dans une autre école»*.

En fait, il apparaît que bon nombre d'entre elles sont là «pour faire quelque chose», qu'elles ont le choix entre «ça» et le chômage. C'est sans doute pour cela que la direction de l'école a supprimé la délivrance de diplôme en fin de scolarité. D'ailleurs l'école ménagère n'a jamais préparé à un quelconque métier. Aucun employeur ne reconnaissait le CAP autrefois délivré.

«On nous apprend la couture, le repassage, la puériculture, (mais rien sur la contraception), la cuisine». Juste ce qu'il faut pour être une bonne ménagère, une femme d'intérieur sans autre perspective que d'aller du fourneau à la machine à laver. La plupart d'entre elles sont révoltées par cette perspective.

«On voudrait bien travailler, mais on ne trouve rien ; ma sœur a un CAP de dactylo, mais ça fait trois ans qu'elle vend des hot-dogs ; elle ne gagne même pas le SMIC» ; la discussion s'engage ensuite sur le rôle de la femme dans la société capitaliste. On sent l'aspiration encore confuse à vivre autre chose, à ne plus être traité comme un objet. Elles ne tardent pas à se mettre d'accord. *«Quand l'une d'entre nous reçoit une gifle, c'est toute la classe qui doit protester»*.

A la fin de la discussion, plusieurs d'entre elles se mettent à rédiger un cahier de revendications. C'est la première fois que des filles de l'école ménagère de Rombas sont en grève.

Rennes : une mobilisation lycéenne bien engagée

Les grèves lycéennes qui affectent l'ensemble du pays sont particulièrement combattives à Rennes. Si les lycées rennais ne sont pas tous partie prenante de la mobilisation pour diverses raisons, les lycéens se sont d'ores et déjà dotés d'un Comité de coordination dont l'appel à la manifestation du jeudi 19 octobre fut largement entendu : plus de 2 000 élèves soutenaient leur délégation à l'Inspection académique.

A l'origine de cette coordination tout d'abord, les conditions particulièrement désastreuses de la rentrée, la politique d'austérité menée par Beullac à l'encontre des enseignants et autres catégories professionnelles de l'Education nationale. Directement concernés par ces mesures, les lycéens s'affirment solidaires des professeurs, et plus largement ce sont leurs propres revendications, qu'ils entendent défendre. La préparation de la journée du 19 qui n'est considérée que comme l'amorce d'une mobilisation plus large, donne lieu à de nombreux débats, et clarifications. Comme partout ailleurs, la vie quotidienne dans les lycées n'est guère reluisante. Plusieurs témoignages faisaient état du délabrement des locaux, des conditions d'hygiènes et de sécurité insatisfaisantes, des mesures particulièrement répressives de l'administration à l'égard des élèves, comme aux «Trois Croix», où le proviseur est membre du PFN.

Toutefois les revendications ne portent pas uniquement sur des problèmes matériels ; ainsi la nécessité d'une unité d'action lycées-CET se fit sentir. Pour bien préciser l'importance de ce point, il faut noter que certains s'évertuent à diviser le mouvement et prétendent que seule la lutte des collégiens était justifiée. Ces gens s'appuyaient sur une faiblesse qui, il est vrai, a marqué le début du mouvement : la participation trop limitée des CET à la première coordination n'a pas permis d'aborder immédiatement et en profondeur le problème du chômage.

Pourtant, la confrontation des points de vue a permis de rapidement clarifier les choses : en effet, que l'on soit lycéen ou élève de CET, le seul avenir en perspective est le chômage pour la plupart. Bien sûr, la bourgeoisie nous assigne des fonctions différentes dans la production capitaliste. Ne faut-il pas œuvrer dès aujourd'hui à l'unité avec les futurs travailleurs ou chômeurs que sont les collégiens ? Voilà les quelques éléments encore imparfaits qui ressortirent des premières discussions et pesèrent de manière décisive pour l'unité.

D'ailleurs, parmi les revendications figurant dans la plate-forme de revendications élaborée par la coordination, on note certains points allant dans le sens d'une prise en compte des problèmes spécifiques des CET :

— La rémunération des stages
— Non au travail gratuit dans les CET
etc...

Ces revendications trouvent leurs origines dans la réalité quotidienne. Des jeunes de CET sont directement concernés par l'exploitation. A Laennec, ce sont déjà les horaires de travail, les cadences, qui leur donnent un avant-goût de l'exploitation patronale. L'un d'eux observe par exemple que les tables de ping-pong qu'ils fabriquent étaient vendues à des particuliers. C'est sous leur nez qu'avaient lieu les conciliabules entre les chefs d'ateliers et l'éventuel acquéreur : pour qui les profits ?

Les élèves du lycée agricole du Rheu, quant à eux, très largement mobilisés, dénoncent les conditions de travail qu'ils subissent. Ils sont contraints à des stages d'un mois pendant les vacances, non rémunérés et dans des circonstances souvent lamentables, constituant une main d'œuvre gratuite. Ils se voient réserver le travail agricole le plus ingrat, sans rapport parfois avec leur formation professionnelle. Assurer par exemple la garde des enfants des familles des gros agriculteurs !

Bref, ce sont là autant de points positifs qui marquent une sérieuse réflexion de la part des lycéens. Reste à déterminer quelle forme précise prendra le mouvement. S'achemine-t-on vers une liaison effective, directe, avec la classe ouvrière ?

Les exemples ne manquent pourtant pas, à Rennes, qui illustrent concrètement l'avenir des jeunes lycéens et lycéennes. Les ouvrières de la SPLI qui ont lutté pendant 3 mois contre le chômage ne sont-elles pas pour la plupart issues du CET de filles Leclerc ?

Le vendredi 13 ne porte pas forcément malheur...

Correspondant GRENOBLE

Tout est parti en effet le vendredi 13 sur Grenoble. A l'initiative de quelques élèves, le lycée J. Bart débraye. Un cortège se forme, passe dans les différents lycées, et l'après-midi, 1 500 lycéens se dirigent vers le rectorat.

Les grilles baissées seront la seule réponse du recteur face à la délégation lycéenne, ainsi que l'arrivée brutale de 4 cars de CRS, qui viennent s'immobiliser face aux manifestants. Une heure après, c'est la dislocation, mais dans une impuissance rageante.

«C'est chaque fois la même chose», disent plusieurs lycéens, marquant ainsi la volonté d'aller plus loin.

Le lendemain, AG dans tous les lycées, avec élections des comités de lutte.

Une coordination lycéenne est alors prévue pour le 19. Le 20, compte-rendu de la coordination. La déception est grande dans les AG. Imposée par l'UNCAL venu en force dans le comité, la seule décision prise est de se joindre à un footing organisé par des professeurs et étudiants en sport, au centre ville. Un très faible cortège s'y dirigera. La majorité occupe les carrefours, en distribuant des tracts et en réalisant une collecte. Les CRS interviennent violemment, et enverront un jeune à l'hôpital.

A noter le refus des lycéens des Eaux claires de se joindre au «footing». Ils préfèrent organiser une journée de grève et invitent les lycéens de Fantin-Latour à venir débattre avec eux, pour préciser les revendications et s'organiser en conséquence.

Une nouvelle coordination a lieu, mais cette fois, la décision est prise d'accorder une voix par lycée, pour chaque vote, ce qui permet un fonctionnement démocratique par rapport à l'UNCAL. La décision est alors prise pour l'occupation des locaux administratifs les 7 et 8 novembre, et pour engager des discussions individuelles avec les enseignants, jusqu'à présent inactifs.

De nombreux points restent à approfondir. Il y a tendance à se limiter aux mesures Soisson, et par là même, à ne pas jeter les jalons d'un mouvement autonome, par rapport aux profs en particulier.

Sur la finalité même du mouvement, il y a des interrogations. *«Notre grève ne gêne pas, car nous ne sommes pas productifs»*.

Démontrer la mainmise du patronat sur la formation des lycées, collèges et CET, montrer le rôle idéologique de l'école, dans la perpétuation du système capitaliste, les réponses à ces questions doivent affirmer que l'école capitaliste n'est pas à modifier, mais à abattre, que la lutte des jeunes s'inscrit dans la lutte globale contre le capitalisme.

De la clarification, dépendra l'avenir du mouvement lycéen sur Grenoble, cette année.

LA GREVE AU JOUR LE JOUR

En face du lycée des «Eaux claires», dans un café enfumé, les discussions sont animées. Entre le bruit du baby foot et des flippers, avec Renaud au juke box, les discussions portant sur la dernière coordination, l'organisation de la prochaine journée, vont bon train.

Pour beaucoup, ce n'est pas la première grève, et on discute des dernières, en essayant d'en tirer le bilan.

Puis c'est aussi l'évocation des dernières élections. Pour tous ceux qui sont autour de la table, la gauche n'aurait pas changé grand chose. Heureusement qu'un militant de l'AJS est là pour affirmer le contraire... le débat peut ainsi s'engager. Visiblement, ses explications passent mal, pas plus que l'intérêt qu'il porte à une éventuelle manifestation devant l'Assemblée nationale.

Non, tout le monde, sauf lui, voit clairement qu'un réel changement se fera sans les partis de gauche, et que de toute façon, le PCF fera tout pour s'y opposer.

Un militant de la JC parle de ce qu'il a vécu. Le manque de démocratie, de l'apolitisme qui y règne. C'est l'occasion pour nous d'apporter des explications. Qu'est-ce qui différencie le PS et le PC ! la nature des Etats de l'Est... autant de questions qui montrent l'intérêt porté à l'actualité politique.

Certains nous demandent Rebelles, *le feuillettent... l'obstacle est souvent les 4 francs. Puis après avoir fait le tour des emplois du temps, on se met finalement d'accord pour rediscuter autour du journal. Une dernière concertation pour régler les consommations, et on rentre au lycée pour l'A.G.*

Un jeune de l'UCJR

Table ronde des lycéens et collégiens d'Augustin Thierry (Blois)

Le lycée Augustin Thierry de Blois connaît depuis la rentrée un renouveau d'agitation : la riposte des internes contre les mesures répressives, la création d'un comité de lutte, la campagne pour les délégués de classe, sont les faits les plus marquants. Avec quelques internes, dont la lutte a été le point fort de cette rentrée, nous avons organisé une table ronde. Ils nous ont fait par de l'état de la mobilisation, des perspectives immédiates qu'ils se sont données, et aussi des questions qui se posent aux lycéens et collégiens, préoccupations auxquelles ils leur faudra répondre pour tracer la voie de la lutte sur le lycée.

***Rebelles :* Oú en est la mobilisation des internes aujourd'hui ?**

Jean : Au début, les mecs étaient vachement actifs, et on avait pas mal de réunions d'internes. Avec le temps, quinze jours, trois semaines, les mecs se sont sentis moins concernés. On nous a balancé des miettes c'est-à-dire quelques petites revendications : la lumière jusqu'à 10 heures, et à la fois la TV et le foyer, choses que l'on voulait nous supprimer aussi.

Maurice : Le proviseur, en faisant durer le plaisir, en reculant les réunions est arrivé à son but.

***Rebelles :* Vous pouvez rappeler les revendications pour lesquelles vous vous battiez ?**

Robert : Pour les premières années de CAP, on leur a supprimé le droit de sortie le mercredi, malgré l'autorisation des parents, alors que l'an dernier il n'y avait pas de problème.

Jean : En ce qui concerne le pointage, l'année dernière, cela n'existait pas non plus ; on est arrivé le lundi matin, on nous a dit qu'il y avait des registres d'appel.

Maurice : Ce n'est pas le pointage en lui-même qui est dangereux, c'est que ça risque d'amener d'autres moyens, d'autres mesures, comme le contrôle des sorties, les cartes de sortie, et faire passer ça comme si c'était normal.

Robert : On ne l'acceptera pas ; sinon il faudra montrer carte blanche pour entrer ou pour sortir.

***Rebelles :* Comment expliquez-vous ces mesures de répression ?**

Maurice : Tout simplement, c'est que le proviseur qu'on avait l'an dernier est parti : c'était relativement libre, et le nouveau veut reprendre les choses en mains, nous serrer la vis.

***Rebelles :* Quelles formes de luttes envisagez-vous pour obtenir satisfaction ?**

Jean : Un tract a été fait, à propos des élections des délégués de classe, pour avoir des délégués de lutte avec un certain nombre de revendications, des revendications propres à tout le bahut, et en particulier celles des internes.

Robert : Ce qu'il y a, c'est que pour envisager quelque chose de plus vaste, de plus dur, il faut d'abord être sûr qu'il y aura du monde derrière soi. Ce sont de petits problèmes en fin de compte, et il faut voir si les gars sont prêts à riposter.

***Rebelles :* Quel écho a reçu cette campagne des délégués ?**

Maurice : Il y a donc eu des délégués élus sur cette plate-forme ; maintenant, le travail qui reste à faire se fait au niveau des réunions pré-électorales, pour l'élection des représentants d'élèves au Conseil d'Etablissement. Il faut informer tous les délégués, pour qu'il y ait une répercussion dans leur classe, et qu'il puisse y avoir des délégués de lutte au Conseil d'Etablissement, qui puissent lutter efficacement, au lieu que ce soient des gars qui soient là parce qu'ils ont été envoyés par leurs copains. Sur les délégués de lutte qui se présentaient, pas mal ont été élus, mais il n'y en avait pas énormément qui se présentaient.

***Rebelles :* Par qui cela a été lancé ?**

Jean : Par le comité de lutte. En ce qui concerne les bases, ce sont : les problèmes de l'école, mais aussi sur les problèmes de l'extérieur, le soutien aux travailleurs en lutte...

Maurice : La campagne sur les délégués de lutte était un bon moyen de faire connaître notre lutte dans tout le lycée ; il fallait qu'il y ait communication entre les internes et le reste, et que les autres nous informent aussi de leur problème.

***Rebelles :* Puisqu'il est question du mouvement lycéen, sur qui selon vous, peut-on s'appuyer pour développer le mouvement lycéen ?**

Robert : Sur quelles classes, quels élèves ?

Maurice : A mon niveau, au classique, c'est surtout les classes comme A et D. Les sections comme C sont tellement obnubilées par leurs études qu'ils prennent beaucoup moins conscience de ce qui se passe autour d'eux. C'est déjà une tranche de gars qui vient de la petite bourgeoisie.

Jean : Alors que les Techniques sont une majorité de fils d'ouvriers : il n'y a pas de problème, ils sont beaucoup plus combatifs.

***Rebelles :* Comment les gars réagissent par rapport à leur avenir ?**

Maurice : Le problème c'est que sur le classique, ils ne se rendent pas compte de ce qui se passe : pour l'instant, ils font leurs études, ils passent le BAC ; certains s'arrêteront et les autres continueront.

«Ce qu'il faudrait, c'est un contact entre le technique et les travailleurs»

Robert : Sur le Technique, ils sont plus incités à lutter, parce qu'après l'école, ils se retrouvent directement à l'usine ou au chômage, surtout pour les BEP et les CAP.

Jean : On cache quelque chose aux gars : la majorité se retrouvera au chômage, et on leur fait croire qu'ils seront chefs d'équipes ensuite. J'en connais beaucoup qui ont fait BEP et CAP, et qui ont été au chômage, n'ont pas trouvé de place dans les métiers qu'ils ont appris.

François : Qu'est-ce que vous appelez Technique ? Je suis Technique et si ça continue, je pense que je n'aurai pas de problème pour trouver du travail.

Robert : Tu est en E : c'est comme les sections F1, F3, les gars sortent, font un BTS, c'est un peu privilégié.

Jean : Il faut avoir de l'argent.

François : Pour un BTS, ce qui est demandé, c'est 2 ans d'études après le BAC.

Jean : Après 7 ans d'études payées, il faut encore trouver l'argent pour 2 ans !

Maurice : Il y en a beaucoup qui sont en BEP ou CAP, à cause du fric, mais aussi parce que l'instruction qu'ils avaient eue chez eux était insuffisante.

Jean : Ils pourraient avoir un bon niveau d'instruction, ils n'ont pas eu le droit de choisir : on les a mis là, en BEP ou CAP, parce que fils d'ouvriers, ils doivent devenir ouvriers.

Maurice : Au classique, dans un lycée qui est pourtant d'Etat, à tous les niveaux, dans chaque section, il y a plusieurs classes, et dans chaque section, il y a une classe où se retrouvent les fils d'industriels ou de toubib. Ils se retrouvent tous dans la même classe. L'année dernière, il y avait 4 secondes C, et une où il n'y avait que des fils de bourgeois. La proportion de passage en Première C est de 1 sur 2. Mais il y a 1 Première où tous ces gars se sont retrouvés, alors que dans les autres, le taux d'échecs est plus important. Du point de vue de la mentalité des gars, on leur dit : *«Vous n'aurez pas de problème de chômage, il faut que vous travailliez à mort, et vous monterez très haut, et vous commanderez ces abrutis qui sont en train de se crever au Technique».* Les mecs sont obnubilés par ça et ne réfléchissent pas.

Jean : Et l'aide des Bourses est vraiment faible.

François : Mais moi, je connais des mecs qui ont vraiment envie de continuer, qui travaillent l'été pour pouvoir se payer leurs études après.

Jean : Moi je travaille l'été, c'est pour avoir un peu de fric, et pour aider ma mère.

François : Mais alors, ne te plaint pas d'être au chômage. Il y en a qui bossent l'été pour pouvoir se payer leurs études et ils y arrivent.

Robert : Et ça leur suffit ?... ça m'étonnerait que les mecs puissent bouffer pendant dix mois avec un tel fric.

Henri : Tu trouves normal que des mecs se privent de vacances, alors que d'autres sont protégés par le système.

Jean : Tu vois, moi, j'aurai peut être mon BEP. Si j'arrive à travailler en usine, j'y resterai 15 ans. Dans ma boîte, j'aurai une augmentation et je monterai peut être en grade.

François : Oui, il y a des mecs qui y arrivent.

Jean : Pour toi, arriver c'est le BEP et bosser comme OS en usine ?

François : Les profs de CET, c'est d'anciens ouvriers, ils ont suivi les cours du soirs et ils y sont arrivés.

Robert : Tu te vois, toi après 8 heures d'usine ., aller aux cours du soir ?

Jean : Parmi les mecs d'une autre section, des petits bourgeois, il y en a un qui va aller un mois en Espagne pour soigner son espagnol, après en Angleterre, puis enfin à la campagne chez sa tante se reposer ; alors qu'il y en a d'autres qui en chient et qui bossent pendant les vacances, c'est pas possible !

François : C'est pas normal, je suis d'accord mais qu'est-ce que tu veux y faire ? Il n'y a rien à faire, ou alors il faut tout raser et tout reconstruire à zéro. Moi là je serais d'accord, parce que c'est le merdier.

Maurice : Tu dis que c'est le merdier, mais tu justifies des injustices en disant : *«C'est la société, on n'y peut rien».*

Robert : C'est pas nous qui allons tout raser, c'est nos petits enfants, ils auront l'esprit de la révolution.

***Rebelles :* La révolution n'est-ce pas notre affaire ? On se retrouve au chômage, OS et les jeunes vont se laisser faire ?**

Jean : Moi, ce que je crois, c'est que le gros coup doit venir de nous quand on sera en usine.

Maurice : Oui, on va nous jeter des os, on se laissera récupérer, et on restera combatif jusqu'à 25 ans. Mais là on sera pris dedans : l'appartement, la bagnole, les traites.

Jean : D'accord, mais c'est vachement mal parti : ils licencient partout.

***Rebelles :* Est-ce que vous envisagez des luttes contre le chômage ? Par exemple à Blois, il y a une boîte qui licencie 300 ouvriers, c'est Air Equipement. Est-ce que vous envisagez une convergence entre ces ouvriers qui luttent et vous, qui êtes menacés par le chômage ?**

Maurice : Au milieu d'un groupe qui a pris conscience d'accord, mais au niveau général je n'y crois pas.

Robert : La majorité s'en fout : pour l'instant ils se croient à l'abri, ils y réfléchiront à la sortie ; et puis ils pensent avoir les parents derrière eux.

***Rebelles :* Oui mais les parents peuvent être touchés par le chômage ?**

Jean : Ce qu'il faudrait c'est un contact entre le technique et les travailleurs qui viennent d'être licenciés, qu'ils viennent faire une réunion d'information pour expliquer ça à tous les gars.

Maurice : Mais aussi, sur le classique, il y en a qui sont ouverts, ils prendront conscience.

Camp David

Sadate capitule

La tentative des USA d'imposer une paix séparée entre Israël et l'Égypte, à l'occasion de Camp David, se heurte à l'unité des pays arabes contre la politique de capitulation de Sadate, unité dont témoigne le récent sommet arabe de Bagdad et la lutte de la Résistance Palestinienne.

LES ACCORDS DE CAMP DAVID : LE PROCESSUS D'UNE PAIX SÉPARÉE

Le premier accord concerne les territoires de Gaza et de Cisjordanie occupés après la guerre des 6 jours auquel sera donnée une pleine autonomie administrative pendant cinq ans, leur statut définitif étant à négocier entre l'Egypte, Israël et la Jordanie (non présente à Camp David) que Carter prétend associer au réglement. Quelques remarques s'imposent : il n'est fait mention ni du peuple palestinien, ni de son représentant légitime l'O.L.P., le caractère arabe de ces territoires n'est pas reconnu. Pour l'essentiel, cet accord ne règle rien et la trahison de Sadate est soulignée par Begin qui disait quelques jours plus tard : *«Il n'y aura jamais en Cisjordanie une autre armée que la notre»*. Le seul recul des sionistes consiste en la suspension des colonies de peuplements durant les négociations ! Le second accord parle de conclusion d'un traité de paix israélo-egyptien bien que Sadate s'en défende, il s'agit bien d'un processus de paix séparée, puisque dans un premier temps il cautionne un projet de règlement conforme aux visées sionistes en prétendant représenter la Résistance palestinienne et les pays arabes. D'un autre côté, il s'engage à signer un traité de paix dans les trois mois sans que le retrait des colonies du Sinaï soit acquis. Après le forcing de Carter et les tractations laborieuses pour parvenir à un accord, les ambiguïtés de cet accord sont suffisamment importantes pour que de nouvelles difficultés surgissent et remettent en cause l'application effective du traité.

LE JEU DES 2 SUPERPUISSANCES

Après que l'Egypte ait rompu avec les Soviétiques, l'impérialisme américain tentera de l'intégrer à sa zone d'influence, retirant du champ de bataille l'un des pays les plus importants par sa position et sa population et qui constitue plus du tiers de la nation arabe. C'est la mise en œuvre de la politique des «petits-pas» de Kissinger qui aboutit au premier accord Egypte-Israël sur le Sinaï et à l'accord Syrie-Israël sur le Golan. Le voyage de Sadate à Jérusalem et la tenue de Camp David ne sont que le prolongement des manœuvres des USA, ces accords constituent autant d'atouts en sa faveur.

A la veille de la guerre d'octobre 73, l'URSS disposait d'importantes positions au Moyen-Orient acquises à la faveur de massives livraisons d'armes et de sa pénétration économique dans les pays arabes, notamment par la signature des traités dits «d'amitié et de coopération» avec l'Egypte et l'Irak. Cependant son influence sera battue en brèche lorsqu'elle voudra imposer son point de vue en contradiction avec la volonté des pays arabes de mener leurs affaires eux-mêmes et de lutter contre l'ennemi sioniste. C'est ainsi que l'URSS définit sa position : *«L'URSS est pour la liquidation des sequelles de l'agression... mais aussi pour le maintien et l'existence de l'Etat d'Israël»*. En fait, la menace que fait peser Israël «base d'agression des USA» légitime la présence de l'URSS dans la région et l'extension de sa zone d'influence au nom du soutien aux peuples arabes. Cependant, la guerre d'octobre devait bouleverser la situation au proche-Orient. Les régimes arabes recherchent un réglement, pour ce faire ils se tournent vers les USA, seuls capables à leurs yeux d'obtenir des concessions «d'Israël». Autre facteur d'affaiblissement du social-impérialisme : la dénonciation par l'Egypte des pressions qu'exercent les Soviétiques. Par la suite, les régimes arabes soucieux de se dégager de cette emprise, cherchent à diversifier leurs sources d'armement. Enfin le poids de l'Arabie Saoudite, fournisseurs de gros prêts à la Syrie, la Jordanie et l'Egypte sera également un élément de recul de l'URSS. Après les accords de Camp David, un certain nombre de pays arabes du «Front de la fermeté», bien que méfiants à l'égard de l'URSS s'adressent à elle pour faire contre-poids à l'influence grandissante des USA.

Ainsi, dénonçant violemment les accords de Camp David, entretenant des liens plus étroits avec les pays du «Front de la fermeté» l'URSS peut tenter refaire une partie du terrain perdu dans cette région.

Prix Nobel : prix du terrorisme et de la capitulation

C'est à Sadate qui bafoue les droits du peuple palestinien et se fait le complice du sionisme et à Begin, ancien chef d'un groupe terroriste sioniste responsable du massacre de Der Yasine qui fit 250 victimes, femmes et enfants palestiniens pour la plupart, qu'a été décerné le prix Nobel de la paix.

C'est un peu gros, au point que le secrétaire des Nations-Unies se refuse à tout commentaire...

LA RIPOSTE DES PAYS ARABES ET DE L'O.L.P.

Au lendemain de Camp David, la Jordanie rejetant l'invitation de se joindre aux accords, condamnait les résultats de Camp David, tout comme l'Arabie Saoudite. Ainsi, les pays arabes sans appartenir au «Front de la Fermeté» récusaient la position de Sadate. Dans le même temps, le sommet du «Front de la Fermeté», comprenant l'Algérie, la Syrie, la Libye, le Yémen du Sud et l'OLP, se réunissait et condamnait vigoureusement la capitulation de Sadate.

Quant à l'OLP, elle appelait à une grève générale en Palestine, qui était largement suivie, notamment en Cisjordanie, et elle décidait d'intensifier ses actions en Palestine occupée.

Le récent sommet de Bagdad est une victoire importante pour les peuples arabes, dans la mesure où il a réuni l'ensemble des pays membres de la Ligue arabe (excepté l'Égypte) qui ont condamné les accords de Camp David et réaffirmé leur soutien à l'OLP, en tant qu'unique représentant du peuple palestinien.

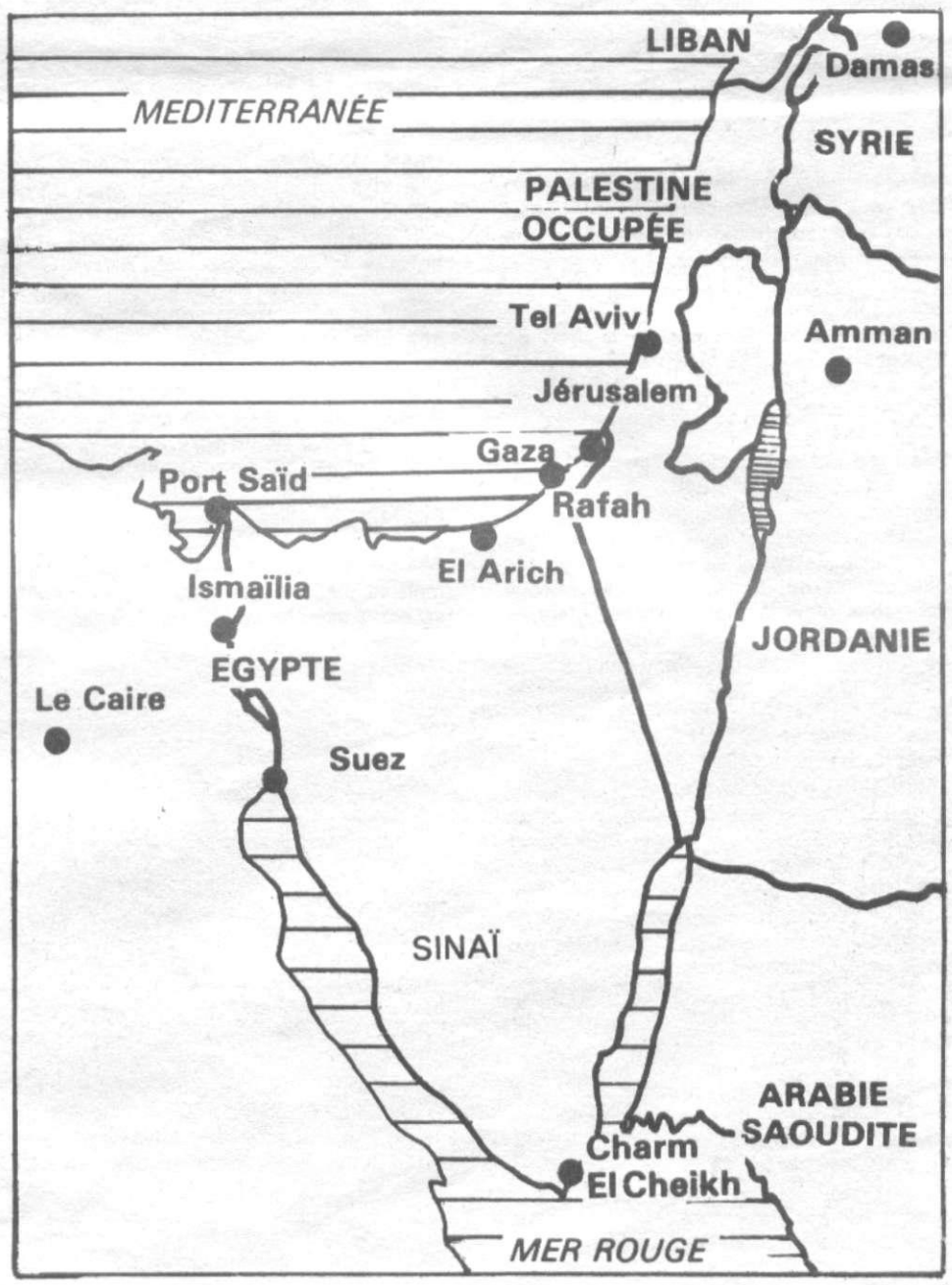
L'unité arabe, dont la réconciliation Syrie-Irak est un élément important, s'est renforcée autour des décisions suivantes :

— constitution d'un fonds destiné à financer l'effort des pays du champ de bataille et de l'OLP.

— définition des principes fixant l'attitude des pays arabes contre l'État sioniste, réaffirmant le rôle de la lutte du peuple palestinien et de l'OLP, et en établissant que seul un sommet arabe pouvait décider d'un réglement.

— enfin, la conférence a invité l'Égypte à renoncer aux accords de Camp David. Elle a en outre décidé de se réunir une fois par an. Yasser Arafat a qualifié les résutats du sommet de «fantastiques et sérieux».

Face aux concessions de Sadate et face aux manœuvres des USA et de l'URSS, c'est le degré d'unité des pays arabes, la vigilance de leurs peuples et la détermination de la Résistance Palestinienne, à poursuivre — comme elle l'a toujours fait — son combat de façon autonome, qu décideront de l'avenir.



Le Vietnam prépare une nouvelle agression contre le Cambodge

Régulièrement la radio vietnamienne fait état d'un «soulèvement généralisé» au Cambodge, qui s'apprêterait à renverser le régime en place.

Elle tente ainsi de passer sous silence ses propres plans d'agression et de tromper l'opinion publique. Elle pense, par ce moyen, légitimer son invasion du territoire cambodgien en la faisant passer pour une «libération» du pays.

Mais de tels mensonges ne sauraient masquer les faits.

Depuis plusieurs semaines la mobilisation générale a été décrétée au Vietnam, alors même qu'il vient de subir de catastrophiques inondations et doit faire face à d'importantes difficultés pour nourrir la population.

Sur le front cambodgien, des centaines de milliers d'hommes ont été installés, armés jusqu'aux dents par un pont aérien ininterrompu entre Moscou et Hanoï.

Le peuple cambodgien est aujourd'hui menacé par un des plus formidables agresseurs de son histoire, après qu'il ait en janvier dernier, repoussé une première offensive vietnamienne.

Un important matériel est acheminé par les autorités vietnamiennes, vers la frontière Vietnam-Kampuchéa. Certaines routes principales vietnamiennes et plusieurs tronçons de la voie ferrée qui relie Hanoï à Ho Chi Minh Ville sont même réquisitionnés à certaines heures, pour les envois militaires d'hommes et de matériel.

Selon certains observateurs, ce trafic, au cours du mois d'octobre, aurait égalé le trafic militaire qui avait cours sur le sol vietnamien au plus fort de la guerre contre l'impérialisme américain.

Ce trafic intense va de pair avec l'arrivée dans les ports vietnamiens de très grosses quantités d'armements soviétiques, surtout les armements lourds : tanks, avions, missiles, munitions. Des MIG 23 sont livrés par l'URSS depuis déjà quelques mois. Pour orchestrer tout cela, les dirigeants soviétiques auraient établi à Hanoï un «commandement d'assistance militaire» pour «contrôler l'expédition interposée d'armement».

Ces faits soulignent la convergence actuelle entre l'expansionnisme vietnamien et les visées hégémoniques de l'URSS.

La visite des dirigeants vietnamiens Pham Van Dong et Le Duan à Moscou, la signature d'un traité d'amitié soviéto-vietnamien comportant d'importantes clauses militaires, au début du mois de novembre, témoignent d'une collaboration renforcée entre Moscou et Hanoï.

Ainsi la nouvelle agression en préparation contre le Kampuchéa s'inscrit dans un processus qui voit le Vietnam être de plus en plus ravalé au rôle de pion dans le dispositif du social-impérialisme soviétique.

Après avoir renforcé de manière importante son emprise sur le Laos où il fait stationner des troupes, le Vietnam voudrait mettre la main sur le Kampuchéa pour l'intégrer dans une «fédération indochinoise» sous son contrôle.

Mais c'était sans compter sur la volonté d'indépendance du peuple khmer qui s'oppose fermement aux ambitions hégémoniques des autorités vietnamiennes.

Dans sa lutte pour la défense de son indépendance nationale, le peuple du Kampuchéa est assuré de notre soutien.

Le peuple khmer aspire à la paix

«Nous menons une lutte d'autodéfense, mais celle-ci n'est pas dissociable de la situation générale en Asie du sud-est. Pour les expansionnistes vietnamiens et soviétiques, l'invasion du Kampuchea fait partie d'un plan pour s'emparer du sud-est asiatique dans le cadre de leur stratégie globale (...). Si les autorités de Hanoï cessent immédiatement leur invasion du Kampuchéa par le biais d'une «fédération indochinoise», l'amitié entre nos deux pays et nos deux peuples se rétablira aussitôt. Le Kampuchéa démocratique se déclarera prêt à signer immédiatement, à Phom Penh, à Hanoï ou ailleurs, un traité d'amitié et de non-agression mutuelle entre le Kampuchéa et le Vietnam, et nos deux pays et nos deux peuples vivront alors en bons termes.»

Des bombes russes contre le peuple érythréen

En juillet dernier, pour la troisième année consécutive, la junte fasciste éthiopienne lançait une offensive massive contre le peuple érythréen, engageant 80 000 à 90 000 hommes dans une guerre de génocide, bombardant et massacrant des milliers de villageois. Cette nouvelle phase de la guerre coloniale était permise par le soutien politique et militaire de l'URSS et de Cuba au régime de Mengistu. Le Front Populaire de Libération de l'Erythrée a repris l'initiative et poursuit la juste lutte de libération nationale. Dans un communiqué rédigé le 1er septembre, qui n'est parvenu en France que courant octobre et dont nous publions des extraits, le Comité central du FPLE met en cause l'intervention soviéto-cubaine. Il lance un large appel à l'opinion publique internationale pour soutenir la lutte de libération du peuple érythréen et faire cesser cette intervention (...).

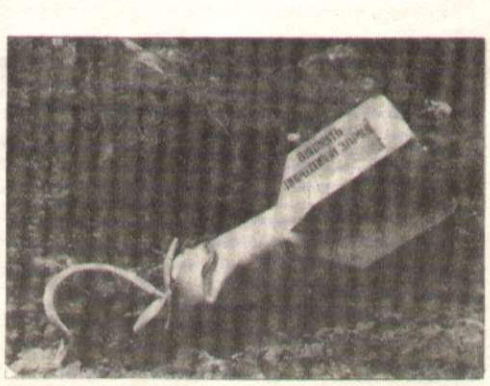
(...)Malgré ce succès à court terme, les troupes éthiopiennes sont loin d'atteindre leur objectif. Puisque la guerre de libération nationale du peuple érythréen est une guerre prolongée d'un peuple opprimé, ce n'est pas une offensive de ce genre qui pourra l'anéantir. (...)

Notre appel aujourd'hui ne vise pas le DERG ou le colonialisme éthiopien en tant que tel. Car les agissements des militaires éthiopiens au pouvoir n'ont rien de surprenant pour nous. Notre appel vise plutôt à s'opposer à la participation militaire de l'Union soviétique et de Cuba à l'offensive éthiopienne en cours. Ce n'est un secret pour personne que les bombes et les balles qui pleuvent sur notre peuple aussi bien que les bombardiers, l'artillerie et les fusils qui ont donné un second souffle au colonialisme éthiopien sont fabriqués par des ouvriers d'Union soviétique. (...)

Nous demandons le soutien des forces progessistes et des peuples du monde entier dans notre combat pour faire cesser cette guerre d'agression et d'extermination contre notre peuple, car la lutte qu'il mène est une lutte de libération nationale authentique.

VICTOIRE AUX MASSES !
LE COMITE CENTRAL DU FPLE
Erythrée, LE PREMIER SEPTEMBRE 1978

DOCUMENT



Photos données par le FPLE

Il y a 60 ans :

le 11 novembre 1918

Depuis qu'il a supprimé les cérémonies anniversaires du 8 mai 1945, Giscard cherche à faire du 11 novembre une «journée du souvenir» où tous les Français unis dans le recueillement devaient rendre hommage individuellement aux victimes de la boucherie impérialiste de 14-18 et des expéditions coloniales d'Indochine et d'Algérie, ou aux héros de la résistance anti-nazie. La bourgeoisie cherche ainsi à masquer la profonde différence de nature entre les guerres impérialistes et coloniales comme la guerre de 14-18 et la résistance antifasciste, où le peuple en armes a chassé l'occupant nazi Nous retraçons ici brièvement ce que fut la guerre impérialiste de 14-18 et ses conséquences pour notre peuple.

La signature de l'armistice le 11 novembre 1918 met un terme à une guerre inter-impérialiste qui devait coûter aux peuples des millions de morts (1 300 000 morts et 1 100 000 blessés et mutilés en France). Des millions d'ouvriers et de paysans envoyés au massacre pour la défense des intérêts de leurs exploiteurs.

Mais si la guerre a amené deuil, misère et privation pour le peuple, il en a été tout différemment pour la bourgeoisie.

PROFITS FABULEUX POUR LES CAPITALISTES ET PRIVATIONS POUR LE PEUPLE

Pour les capitalistes, la guerre représente une époque de contrats fabuleux. Les Renault, les Michelin, les Schneider voient leur fortune décupler. Boussac monte une industrie de toiles d'avion. Berliet installe ses usines à Lyon et s'occupe des transports. La dynastie Citroën commence à s'édifier. Commerçants, industriels, trafiquants de tout acabit étalent leur luxe et leur richesse dans la capitale, à Deauville et sur la côte d'Azur.

Dans les familles populaires, par contre c'est l'aggravation rapide des conditions de vie déjà rendues plus difficiles par le départ des hommes au front. A la campagne ou dans les usines, notamment d'armement, les femmes doivent assurer de longues journées de travail, pour un salaire qui leur permet difficilement de nourrir la famille. Car les prix grimpent en flèche : en 4 ans ils sont multipliés par 4 alors que les salaires n'augmentent que de 30 %.

1917 : MUTINERIES DANS L'ARMEE ET GREVES A L'ARRIERE

5 mois après le début de la guerre, 1 million et demi de soldats français et allemands étaient déjà tombés. L'enfer des tranchées allait commencer. (cf encart).

Les généraux Joffre puis Nivelle méprisant le sous-équipement matériel patent de l'armée française allaient envoyer les hommes dans des opérations massacres : jurant, à chaque engagement, que celui-ci serait le bon, que le front ennemi serait cette fois-ci percé, que l'adversaire serait mis en déroute. Aux enfers de la Somme et de Verdun en 1916, succédaient ceux du chemin des Dames en avril 1917.

La révolte éclate, brutale, dans les régiments les plus touchés.

Le 17 avril à Auberive, une vingtaine de soldats abandonnent leur poste au moment de partir à l'assaut. Le 20 avril, 200 soldats se dispersent et refusent de monter en ligne.

Fin mai, début juin le nombre de refus collectifs augmente. En tout 250 cas de refus collectifs, 121 régiments touchés.

LA VICTOIRE DE GIBBS

Les animaux, "Le Boche", alléché par le Savon et la Pâte Dentifrice GIBBS.

LA VICTOIRE DE GIBBS

Le pire des animaux, « le Boche », alléché par le savon et la pâte dentifrice GIBBS...

De nos boyaux montait une bien douce odeur
Que semblait exhaler quelque invisible fleur.
Les Boches tout ravis redressèrent la tête.
Ils nous trouvèrent tous, coquets, comme à la fête,
Et tenant dans les mains les produits merveilleux
Dont Gibbs fit don à l'homme, en le rendant heureux,
Et que pour nous combler, en ces beaux jours [d'étrennes,
Nous avaient adressés de gentilles marraines.
Et... les Boches se virent tant hirsurtes et pouilleux
Que de notre bien-être ils devinrent envieux.
Laissant tomber alors fusils et grenades,
Ils levèrent les bras en criant : « Kamarades ».

Dans les tranchées : UN POILU à GIBBS
EMMANUEL P.
1er Génie, 71e section de projeteurs
Secteur postal 197

A Villiers en Tardenois et Chambéry, 2 000 soldats manifestent pendant 3 jours avec le drapeau rouge au chant de l'Internationale : «*Ce n'est pas seulement du repos qu'il nous faut, mais la paix ou la révolution*».

Au total, on estime que les mutineries ont touché entre 40 et 100 000 soldats. Elles seront réprimées par Pétain : 629 condamnations à mort dont 75 exécutions, 2 873 condamnations dont 1 881 à des peines de prisons supérieures à 5 ans.

A l'arrière un mouvement de grève massif se développe. En 1918 il reprend et commence à prendre un caractère plus politique : le rôle exemplaire de la révolution russe commence à être connu dans les masses. Mais ce mouvement est vite réprimé.

La classe ouvrière privée de perspectives révolutionnaires, et désorganisée par l'union sacrée, ne peut aller plus loin.

L'UNION SACREE : UNE TRAHISON DES INTERÊTS DE LA CLASSE OUVRIERE

Avant le déclenchement de la guerre, la propagande contre la guerre impérialiste avait été importante, impulsée par la CGT et le Parti socialiste. Les partis de la 2e Internationale avaient avancé le mot d'ordre de «grève générale ouvrière simultanée et internationalement organisée».

Mais le 3 août 1914 les sociaux-démocrates allemands votent les crédits de guerre, rompant leur engagmeent devant la 2e Internationale. Le mouvement socialiste en France se trouve alors en porte à faux : n'ayant envisagé aucune autre forme d'action que la grève générale simultanée en France et en Allemagne, il laisse la classe ouvrière sans perspective.

Le 4 août 1914 Jouhaux dirigeant de la CGT proclame que le mouvement ouvrier assumera avec enthousiasme ses tâches dans la guerre désormais «juste» qui allait commencer.

La défense nationale allait désormais justifier le chauvisme et la collaboration de classe. Les socialistes participent activement en gouverment de guerre. Une petite minorité, cependant, se ralliera aux thèses de Lénine, puis aux proclamations de la révolution russe pour «une paix sans annexion, ni indemnité, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». C'est dans cette minorité, dans ce courant d'opposition à la guerre et à l'Union sacrée que se formeront les groupes qui, quelques années plus tard, favoriseront la naissance du PCF au Congrès de Tours (décembre 1920).

(...) Tout à coup, une explosion formidable tombe sur nous. Je tremble jusqu'au crâne, une résonance métallique m'emplit la tête, une odeur brûlante de soufre me pénètre les narines et me suffoque. La terre s'est ouverte devant moi. Je me sens soulevé et jeté de côté, plié, étouffé et aveuglé à demi dans cet éclair de tonnerre...Je me souviens bien pourtant : pendant cette seconde où, instinctivement, je cherchais, éperdu, hagard, mon frère d'armes, j'ai vu son corps monter, debout, noir, les deux bras étendus de toute leur envergure, et une flamme à la place de la tête !

(...) Et ici, la tranchée est toute foudroyée. Avec ses murs blancs écroulés, elle semble en cet endroit l'empreinte vaseuse, amollie, d'un fleuve anéanti dans ses berges pierreuses avec, par places, le trou plat et arrondi d'un étang tari aussi; et du bord, sur le talus et sur le fond, traîne un long glacier de cadavres — et tout cela s'emplit et déborde des flots nouveaux de notre troupe déferlante. Dans la fumée vomie par les abris et l'air ébranlé par les explosions souterraines, je parviens sur une masse compacte d'hommes accrochés les uns aux autres qui tournaient dans un cirque élargi. Au moment où nous arrivons, la masse toute entière s'effondre, le reste de bataille agonise; je vois Blaire s'en dégager, le casque pendant au cou par la jugulaire, la figure écorchée, et il pousse un hurlement sauvage. Je heurte un homme qui est cramponné là à l'entrée d'un abri. S'effaçant devant la trappe noire béante et traîtresse, il se retient de la main gauche au montant. De la droite, il balance pendant plusieurs secondes une grenade. Elle va éclater... elle disparaît dans le trou. L'engin a explosé aussitôt arrivé, et un horrible écho humain lui a répondu dans les entrailles de la terre. L'homme saisit une autre grenade...

(Extraits du livre d'Henri Barbusse *Le feu*)

Alertez les bébés

Réalisateur : Jean-Michel Carre

Réalisé par le Collectif Grain de sable, le film est une réflexion sur les problèmes de l'école. Il est mêlé de scènes de fiction et d'interviews.

Fiction, parce que le film a été tourné à l'école Vitruve, dans le 20e arrondissement de Paris, (école non traditionnelle) avec l'accord des instituteurs en lutte.

Et interviews de Claude Duneton, Liliane Lurçat, Françoise Villiers, Gérard Chauveau, (psychologues, chercheurs au CNRS) qui ont une réflexion sur l'école, que leur pratique leur a permis de remettre en cause.

Le collectif montre comment le pouvoir peut modeler, selon son intérêt, l'idéologie d'un enfant, dès l'âge de 4 ans et cela par l'intermédiaire de l'école.

En effet, les projets Gamin et Audass sont destinés à faire de la sélection dès l'école maternelle. Ils permettent de dépister les «bons» élèves, de milieu social favorisé, qui continueront leurs études et qui deviendront les futurs cadres et chefs d'entreprises. Et les «mauvais», les enfants défavorisés, tout de suite fichés, étiquetés et taxés d'enfants à «handicaps» ou à «hauts risques», donc éliminés très tôt de la filière normale et recevant un enseignement au rabais.

Le film montre également ce qu'on fait à l'heure actuelle de la psychologie, et des tests. En fait, elle sert à repérer les enfants «doués» qui répondront exactement à la réponse que le psychologue attend. Ainsi, dans un test est demandé : «Qu'est-ce qu'un chat ?» La bonne réponse est : Un animal. Mais l'enfant peut répondre aussi que «le chat mange les souris» ou que «le chat, il joue avec lui à la maison». Mais toutes ces réponses, qui correspondent à la réalité concrète que connaît l'enfant, seront pénalisées. Seules, celles qui sont le plus éloignées de la réalité sont valorisées.

Enfin, ce qu'a voulu faire le collectif c'est un film qui puisse donner les moyens d'agir dans la vie de tous les jours. Ainsi, pour les dossiers scolaires, permettre aux parents de ne pas remplir n'importe quel document et parfois même de ne pas en remplir du tout.

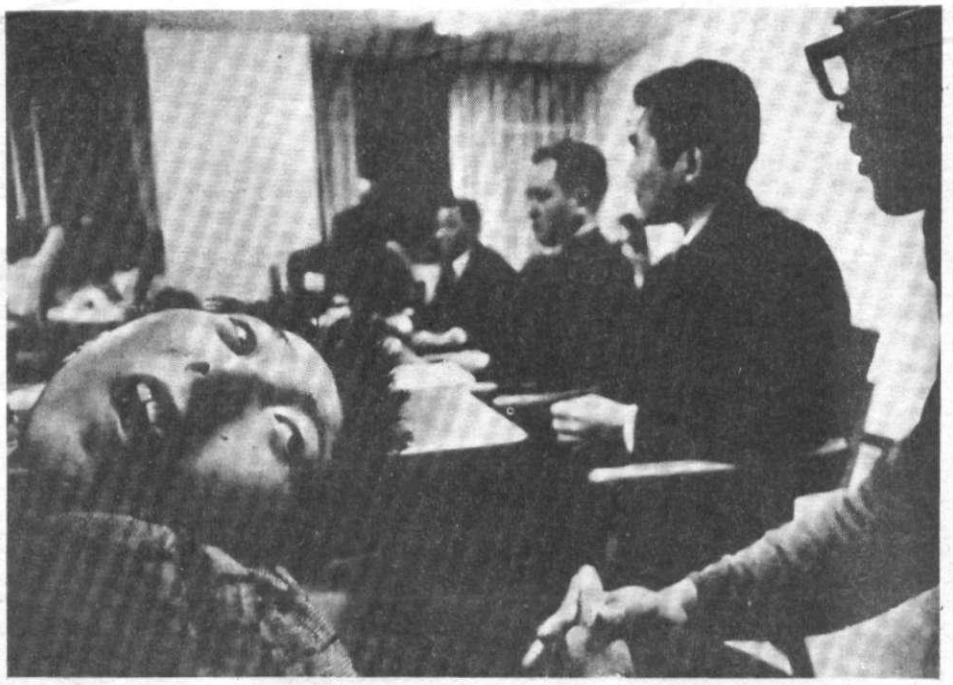
C'est également un film très distrayant et plein d'humour qui fait passer beaucoup d'idées sans pour autant être ennuyeux.

Le film est en 16 mm et le collectif se bat pour que, dans le circuit commercial, les salles s'équipent en 16 mm.

Il est possible d'obtenir le film en circuit parallèle en s'adressant à :

Collectif Grain de Sable,
206 rue de Charenton
Paris 7512
Tel : 344.16.72.

«La photographie est une petite voix dans le meilleur des cas, mais parfois — seulement parfois — une photographie ou un ensemble de photographies peuvent pousser nos sens à prendre conscience. Cela dépend beaucoup de la personne qui regarde ; des photographies peuvent être, pour certains, la source d'une émotion qui suffit à catalyser la pensée. La photographie est une petite voix. Dans ma vie, c'est une voix importante mais ce n'est pas la seule. J'y crois. Si on la conçoit bien, on obtient parfois des résultats. C'est la raison pour laquelle je photographie — et Aileen aussi - à Minamata». W.Eugène Smith.



Il est mort, il avait 60 ans, il avait rencontré et photographié les luttes, la misère, le racisme, la guerre (il en sort la vue très diminuée), les enfants noirs de Pittsburgh, le Ku Klux Klan, les mineurs des Asturies et du pays de Galles, un village d'Espagne, une sage-femme noire, un médecin de campagne, les travailleurs emmigrants aux USA, Charlie Chaplin. Et depuis 1971, il photographiait Minamata, une cité japonaise, où il vivait avec Aileen, sa femme journaliste. Minamata, cité empoisonnée où il fut battu, gravement blessé, laissé pour mort par les nervis à la solde des industriels pollueurs. L'œuvre de Gene Smith, et Minamata, en particulier, doit rester un exemple du reportage «engagé». Les pêcheurs prirent conscience du drame dont ils étaient les acteurs et avec les deux journalistes, Aileen et Gene, luttèrent pour que la Chisso Corporation cesse de contaminer la mer par ses déchets de mercure et de méthyle. La mer, principale source de vie des gens de Minamata, où par dizaines de milliers des personnes moururent après des souffrances atroces, ou furent et sont encore horriblement mutilés.

Jacques Brel ou la révolte du désespoir

«J'ai voulu jouer au prolétaire et je ne le suis pas. J'ai voulu me glisser dans la peau d'un gars de 20 ans et je ne les ai plus».

Jacques Brel est mort, et on en a beaucoup entendu parler. A en croire la place que lui ont accordé la presse, la radio et la télévision, ce fut justement un événement plus important que la mort du Pape. D'Ici Paris *à la* Vie Catholique, *de* France soir *à* L'Humanité, *tout le monde est tenu à saluer le talent de ce «poète qui s'est vu mourir». Une telle unanimité tapageuse n'aurait pas plu à Jacques Brel qui fuyait la publicité et qui dénonçait l'hypocrisie, les mensonges et la bétise*

En guise d'hommage, la bourgeoisie a bien su l'enterrer. Il fut un temps pourtant où Brel était loin de faire l'unanimité...

A ses débuts, on l'avait appelé «l'abbé Brel» parce que certaines de ses chansons, en pleurant sur les misères du monde, en exaltant l'amour et l'amitié, en s'interrogeant sur Dieu, la vie, la mort, avaient des arrières goûts de catéchisme et de confessionnal. Mais ce côté «boy-scout», bien qu'il n'ait jamais complètement disparu avait fait place à une révolte qu'il chantait avec une certaine force. Issu d'un milieu bourgeois, et alors que son avenir semblait tracé en ligne droite : prendre la succession de son père, propriétaire d'une fabrique de cartonnerie, Brel rompait les amarres et choisissait l'aventure, c'est-à-dire pour lui la chanson.

*Mais l'essentiel de son «inspiration» il allait la puiser dans ce milieu et ce pays qu'il avait quittés, mais qu'il connaissait trop bien. Et c'est dans ses descriptions amères de l'hypocrisie, de la mesquinerie et de l'ennui de tout un milieu social bourgeois ou petit-bourgeois que Brel a su donner la pleine mesure de son talent ; il suffit aujourd'hui encore d'écouter certaines de ses chansons comme «*Ces gens là», *ou «*Les Flamandes». *Cette révolte contre les bourgeois, le notable ou le curé peut apparaître justement puérile et dépassée, mais une partie de la jeunesse des années soixante s'est reconnue dans ses chansons à une époque où le gaullisme et son système de valeurs morales bourgeoises paraissaient bien se porter. A sa manière, Brel annonçait la crise idéologique de cette société, il décrivait le divorce existant entre les discours de la bourgeoisie, sa morale lénifiante et la réalité quotidienne et c'est là qu'il tirait sa révolte. Il disait reprocher «aux adultes» d'avoir promis le «Far west» mais en guise d'Eldorado, il ne trouvait que l'ennui, les compromissions sordides et de calcul égoïste. Ses personnages* «Jeff», «Les paumés du petit matin», *ou celui qui attend* «Madeleine qui n'arrive pas», *traduisent sa propre désillusion.*

Mais si Brel a révélé à sa manière la faillite des valeurs morales de la bourgeoisie, il en est resté là et s'est étendu complaisement sur ce constat d'échec. C'est aussi pour cela qu'il a pu rencontrer un certain écho chez une génération qui se retrouvait déroutée et sans perspective au lendemain de la guerre d'Algérie. Et c'est le pessimisme le plus noir avec un goût prononcé pour le morbide qui traversent beaucoup de ses chansons. Sa révolte une fois proclamée ne débouche sur rien et finalement désarme. Brel ne changera pas de terrain, il restera prisonnier de la manière dont la bourgeoisie parle et accepte qu'on parle de la crise idéologique : en terme de psychologie, de «problème personnel» et dans cette logique, la solution ne peut être qu'individuelle. Brel arrêtera sa carrière en 67. Quand arriva Mai 68, les chansons de Brel et sa révolte furent alors pour le moins dépassées... D'autres chanteurs prenant appui sur les luttes populaires allaient chanter l'espoir. Brel, lui, avait déjà trouvé refuge aux îles Marquises.

Je suis timide mais je me soigne

PIERRE RICHARD

Pierre Richard est l'amoureux transi qui assiège de ses assauts catastrophiques une riche beauté lointaine, secondé dans ses démarches par un irrésistible séducteur italien. Le thème ainsi fixé est efficacement exploité : on est tordu de rire durant la plus grande partie du film : c'est déjà un mérite certain. De plus les gags sont nouveaux et appuyés par de bons acteurs (la scène du restaurant routier est particulièrement réussie), l'humour est intelligent, sans vulgarité, ni point de vue réactionnaire, c'est également un mérite appréciable quand on compare à l'équipe Robert Lamoureux, Jean Lefèvre, etc., (dont on a vu la triste performance l'autre jour à la télé dans *«Le racteur s'en va en guerre»*). On peut seulement regretter que l'histoire ne soit pas plus soignée et soit seulement le prétexte à l'avalanche des gags.

«Ils ont donné le pétrole aux USA, le gaz aux Russes»

Le lundi 6 novembre, on apprenait que la veille, dans la soirée, le Premier ministre Sherif Emani avait donné sa démission, remplacé par le chef d'état-major des forces armées, le général Azhari. En même temps, la loi martiale était à nouveau décrétée, et les chars prenaient position dans tous les points stratégiques de Téhéran.

Cette décision du Shah marquait un tournant ; non pas que le Shah puisse ainsi espérer sortir de son isolement, mais bien au contraire parce que la solution militaire semble bien être la dernière carte du Shah, en l'absence de toute solution politique.

A ce coup de force du Shah, aux tentatives de division de l'opposition qui l'accompagnent, le Front national et l'opposition religieuse __ principales composantes de l'opposition __ ont répondu en signant un accord qui rejette tout compromis avec le pouvoir.

Parallèlement, les grèves se multiplient dans tout le pays : les ouvriers du pétrole d'Abadan, les employés d'Iran-Air, les journalistes poursuivent leur action, rejoints par les médecins des hôpitaux de Téhéran...

• *La mise en place d'un gouvernement militaire en Iran, et l'allocution prononcée le lundi 6 novembre, témoignent de l'isolement dans lequel se trouve le Shah, de l'impasse totale dans laquelle il se trouve. D'un côté, le rétablissement de la loi martiale, avec son cortège de répression et de massacre, de l'autre un discours qui promet une démocratisation du régime. En même temps que le Shah annonce des élections libres,* «dès que l'ordre aura été restauré», *il fait saisir* **tous** *les journaux de Téhéran à la seule exception de l'organe du Rastakhiz, le parti gouvernemental.*

Alors que le nouveau chef du gouvernement, le général Azari, est considéré par l'opposition comme l'homme des Américains, le nouveau ministre du Travail et des Affaires sociales n'est autre que le général Oveisi, administrateur de la loi martiale à Téhéran, et responsable à ce titre du «vendredi noir» de Téhéran. Voilà qui en dit long sur la prétendue libéralisation du régime.

Mais si la solution militaire était sans doute le dernier atout du Shah, il reste à savoir si cette carte ne se retournera pas contre lui. En effet, l'armée, qui a maintenant un pied dans le pouvoir, n'est-elle pas prête à peser de tout son poids dans le nouveau gouvernement mis en place ?

Ainsi, juste après la formation du gouvernement militaire, on apprenait que Hoveyda, ancien Premier ministre, considéré comme «le plus fidèle serviteur du Shah» mais également symbole de la corruption du régime iranien, était arrêté', ainsi que l'ancien chef de la Savak, le général Nematollah Nasiri. On peut certes concevoir que le Shah, pour désamorcer le mouvement populaire, choisisse de se débarrasser des commis de l'État les plus compromis ; mais ce choix ne lui a-t-il pas été suggéré, voire imposé par les militaires au pouvoir, notamment en ce qui concerne Hoveyda qui fut, pendant 13 ans, le plus fidèle artisan de sa politique ?

La question se pose d'autant plus que des rumeurs persistantes font état de troubles survenus au sein de l'armée, entre des officiers supérieurs favorables à la monarchie, et des soldats ainsi que certains colonels mécontents de la situation.

Par ailleurs, il est probable qu'une intervention d'une partie de l'armée, hostile au Shah, ainsi qu'aux Américains, ne manquerait pas d'être exploitée, d'une façon ou d'une autre, par l'URSS.

Le peuple iranien aura à déjouer les manœuvres des deux super-puissances, que les dirigeants du mouvement populaire dénoncent nommément.

• *La riposte de l'opposition aux manœuvres du pouvoir iranien ne s'est pas fait attendre : un accord a été conclu entre l'opposition religieuse et le Front National, qui ont publié un communiqué résumant cet accord en trois points, dénonçant clairement la monarchie comme étant* «soumise aux pressions de l'étranger», «donc dépourvue de toute légitimité», *confirmant que l'opposition ne peut donner son accord* «à aucune coalition gouvernementale dans le cadre de la monarchie actuelle», *indiquant enfin qu'un nouveau régime devrait se mettre en place* «sur la base des principes de l'Islam, de la démocratie, de l'indépendance et par le recours au suffrage universel.»

• *La riposte ne s'arrête pas là, puisque, tandis que l'opposition religieuse lançait un appel à la grève générale pour le dimanche 12 novembre, les grèves et les manifestations se poursuivent dans tout le pays.*

Tandis que se poursuivait la grève des employés des administrations, notamment les banques et les douanes, paralysant l'économie, la raffinerie d'Abadan était de nouveau bloquée par la grève. Les 37 000 ouvriers, porteurs d'une longue tradition de lutte, mettent en avant des revendications politiques : levée de la loi martiale, libération de tous les prisonniers politiques. Les répercussions d'une telle grève sont immenses, portant un coup supplémentaire au régime chancelant. A travers cette grève, c'est aussi la lutte contre l'impérialisme qui s'exprime clairement :

«Le Shah a donné le pétrole aux USA, le gaz aux Russes, à bas le régime».

A Iran Air, les 4 000 employés sont eux aussi en grève pour des revendications politiques ; soutien avec la «semaine nationale de solidarité avec les prisonniers politiques», *organisée par les enseignants et les étudiants de l'université de* téhéran...

Dans ses luttes, le peuple iranien se heurt chaque fois violemment à la répression du pouvoir fasciste : que ce soit lors des manifestations ou dans les grèves, c'est l'armée qui négocie, et les bilans sont lourds...

La question de la lutte armée populaire est semble-t-il posé de plus en plus explicitement. Mais, si l'Ayatollah Komeiny envisage très clairement ce moyen, il n'en va pas de même du Front national qui récuse «la lutte armée en générale». Le mouvement populaire devra donc poursuivre la clarification politique déjà engagée, se donner tous les moyens pour renverser le régime du Shah, et pour garantir son indépendance.